

Tribune socialiste

N° 359 / 8 FÉVRIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Dépêchez-vous, camarades

Michel Rocard

Il était nécessaire, il était bon que les derniers Congrès de la S.F.I.O. et de la Convention des Institutions Républicaines se prononcent pour une accélération de la fusion entre les trois « familles » qui composent la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Le P.S.U. juge bon pour la gauche française que le nombre des partenaires y diminue et que l'échiquier s'en simplifie. Il est bon que le ravalement de notre vieille social-démocratie, grâce à l'apport d'une petite partie de la gauche nouvelle, soit

organiquement terminé pour que l'on sache enfin clairement à quel interlocuteur on a affaire, qui commande à la F.G.D.S., et quelle orientation politique elle entend prendre pour les prochaines échéances.

Le Parti Socialiste Unifié est convaincu que cette simplification réussira. S'il est inévitable en effet qu'un processus de fusion engendre de durs frottements lorsque les directions départementales et locales sont en question — nous-mêmes avons connu cette phase, qui reste à vivre à la F.G.D.S. — il est non moins certain

que la mécanique engagée est irréversible.

Cela étant, il est fort urgent que la F.G.D.S. en termine avec elle-même pour s'occuper quelque peu des problèmes du pays.

Car l'unité reste à faire : la fusion de la F.G.D.S. ne règle en rien ses rapports avec le P.C. ni avec le P.S.U., et n'épuise donc pas les problèmes de l'unité. Et surtout l'unité donne une chance de faire aussi bien

(suite page 3)



Le
prestidigitateur
Jacques Malterre

Le double visage
des jeux
Dominique Yvoire
Dominique Laury

Nouvelle
réforme
hongroise
Harris Puisais

L'expérience
de Firminy
Monique Vérot

La bataille
de Saïgon
Pierre Naville

LES POINGS SUR LES I

Le ver dans le fruit

L'ordre des CRS a triomphé à Caen. A personne n'a échappé le caractère d'explosion spontanée, brutale des manifestations des ouvriers de la SAVIEM, et des travailleurs des autres usines de la région, soutenus par les étudiants et la quasi-totalité de la population. La violence exercée par les travailleurs témoigne avec éloquence de l'angoisse qui étreint de plus en plus durement des dizaines de milliers de citoyens pour qui l'avenir apparaît chargé de nuages sombres. Si l'aujourd'hui se révèle déjà dramatique, que sera alors demain ?

Il n'a échappé à personne non plus que parmi les manifestants se trouvait un fort contingent de jeunes saisis par une juste colère. La contradiction est telle entre les réalités et les légendes dorées que débilitent à longueur de journées sur les écrans de la télévision, les Zitrones, Seveno et Cie — camelots privilégiés du régime — qu'il arrive un jour où la tension inonde les têtes et les poings, où le désarroi total ne peut plus trouver une expression que dans « l'émeute » qui agit quelque peu sur l'individu comme une thérapeutique libératrice. Les juges qui ont condamné trois manifestants ont, paraît-il, fait leur métier.

Retranchés derrière les ors sanglants de la « légalité », ils ont frappé trois hommes qui, du fait de la violence exercée, réalisaient la plus éclatante dénonciation de l'ordre bourgeois.

L'heure de la vérité approche pour les gaullistes. Le ver est dans le fruit. Ver que n'ont pas voulu voir les rigolos du « gaullisme de gauche », ver qu'ils s'acharnent toujours à ne pas voir. A preuve, l'obstination que ces « gauchistes de Gaulle » mettent à exiger une révolution sociale. A preuve les propos récents de M. Dechartré, berger d'une fraction activiste de cette tribu, errant dans les pâturages de l'imaginaire.

Chacun peut aujourd'hui regarder l'évidence : il n'y a pas un gaullisme capable d'apporter les preuves décisives qui feraient de lui un régime de progrès. Le progressisme du général, qui aurait rendu à la France sa dignité, son indépendance et sa place dans le monde, éclate en morceaux. Aurions-nous reconquis cette indépendance — ce qui n'est pas le cas tant au niveau économique qu'au niveau diplomatique ! nous sommes toujours partie intégrante de l'alliance atlantique — les travailleurs n'au-

raient pas de quoi danser ! Car ce sont eux qui payent la note. Car ce sont eux qu'on étrangle pour que la bourgeoisie française, confrontée à des problèmes de survie, puisse espérer échapper au désastre.

Le verbe le plus clinquant — fût-ce celui de Malraux — ne pourra exorciser la lutte des classes.

André LAUDE.

Journée d'étude

du G.E.R.M.M.

Le « Groupement d'Etudes et de Recherches pour une Médecine Moderne », a tenu le 28 janvier, une journée d'études rassemblant ses adhérents parisiens et provinciaux.

Au moment où le gouvernement vient de porter atteinte par les Ordonnances à l'esprit et à la lettre du conventionnement (collaboration syndicats médicaux - syndicats ouvriers, pour assurer un remboursement à 80 %), le G.E.R.M.M. a voulu faire le point et approfondir certains problèmes fondamentaux pour une véritable politique de la santé.

Le Dr Armand Vincent rapportait sur la répartition des responsabilités dans l'organisation de la santé entre les usagers, les médecins, l'Etat ; en fait, ces responsabilités sont étroitement intriquées et c'est le style de civilisation qui est le facteur essentiel. Autrement dit, la santé d'un pays est fonction du niveau de vie, de l'orientation des investissements et des choix politiques.

Un second rapport de Pierre Bosquet présentait : « L'Economie médicale, la Sécurité sociale et la Médecine ».

Il mit en évidence que nous manquons cruellement de données scientifiques pour apprécier « la productivité » de telle ou telle technique médicale. Bien entendu, le coût d'un traitement ne doit pas entrer en ligne de compte devant le cas particulier d'un malade précis, mais dans une politique d'ensemble, il serait très important de pouvoir comparer du point de vue économique, différentes méthodes d'investigation ou de soins. Il faudrait aussi chiffrer, si possible, la rentabilité de la prévention, de l'éducation sanitaire.

Aucun gouvernement, même de gauche, ne pourra échapper à certains choix financiers entre les différents secteurs de la médecine (de même qu'entre la médecine et les autres investissements sociaux).

Enfin un rapport de François Goust (d'Ivry) intitulé : « Recherche d'une méthode d'étude des structures des professions sanitaires », ouvert de nombreuses portes en direction de la sociologie, de la psychologie sociale, de la psychologie professionnelle, etc., mais ne put malheureusement être discuté faute de temps.

Notre camarade Henri Longeot qui représentait officiellement le P.S.U. vint dire aux participants combien notre parti était attentif aux travaux du G.E.R.M.M. qui rassemble dans son esprit de recherche originale, des médecins venus de tous les horizons de la gauche. Signalons une assez forte participation de représentants du « Centre National des Jeunes Médecins » (C.N.J.M.) qui montrèrent ainsi que leurs préoccupations sont extrêmement voisines, sinon semblables, à celles de leurs aînés du G.E.R.M.M. □

De la main-d'œuvre

à bon compte

La prolongation jusqu'à 16 ans de la scolarité a des résultats assez inattendus et les organisations de l'enseignement les dénoncent sans arrêt. Tout le monde sait en quoi elle consiste si tout le monde ne sait pas quels en sont les principaux bénéficiaires. La misère de l'Enseignement est telle qu'on ne peut accueillir dans les établissements d'enseignement technique les adolescents de 14 à 16 ans soumis à la prolongation de la scolarité. Or, pour remédier à cette carence le ministre n'a pas trouvé autre chose que de créer auprès des établissements publics des sections d'éducation professionnelle (S.E.P.) : les élèves reçoivent durant 12 heures par semaine un enseignement général dans l'établissement. Et pendant 28 heures, ils fréquentent une entreprise où doit leur être donnée une formation pré-professionnelle.

En réalité que se passe-t-il ? Les élèves fréquentent l'établissement irrégulièrement. Et en fait de formation pré-professionnelle, ils deviennent, sur les chantiers, dans les ateliers ou les usines, les domestiques de tout le monde, des grooms au service du patron ou du contremaître. On cite notamment le cas de Lisieux où les élèves de la section d'éducation professionnelle ont été affectés à un abattoir où leur tâche consiste exclusivement à charrier des débris de viande. Ajoutons que les patrons sont dispensés de leur allouer un salaire et l'Etat les subventionne encore pour leurs bons offices.

M. Peyrefitte a vraiment fait une

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

trouvaille. Mais là où les effets de celle-ci sont encore plus aberrants, c'est lorsqu'elle contribue à résoudre le problème de la crise du personnel domestique. Cela, en effet, vient de se passer à Compiègne où des jeunes filles de 14 à 16 ans sont employées comme bonnes à tout faire chez des particuliers en vertu de l'obligation de la formation professionnelle.

L'« Association des employeurs des gens de maison de l'Oise » obligée à la rentrée, de refuser, faute de place, la moitié des candidats et candidates qui se présentaient, vient de passer avec le Collège mixte de Compiègne un contrat aux termes duquel, ce collège fournira à la dite association des adolescentes de 14 à 16 ans, qui seront employées comme bonnes à tout faire.

Quelle bonne affaire ! Libérées à la fois des versements à la Sécurité sociale, et des 5 % que doivent obligatoirement les employeurs, ces dames de la bonne société de Compiègne multiplient les avantages.

Le contrat laisse bien espérer aux jeunes filles qu'elles pourront passer, à la fin de leur... stage, un « C.A.P. de collectivité, option service général ». Mais ce C.A.P. exige un niveau d'instruction auquel elles n'atteindront pas, et des connaissances pratiques qu'elles n'acquerront pas en accomplissant les travaux domestiques exigés.

La vérité, c'est qu'après 3 ans de ce servage, la jeune fille sera mûre pour le chômage ou pour la... profession de bonne à tout faire.

Berthe FOUCHERE.

Dépêchez-vous, camarades

(suite de la page 1)

que M. Wilson, c'est-à-dire de prendre le pouvoir et de tenter d'y durer, mais elle n'assure en rien qu'il en sera fait meilleur usage. Or, c'est bien là le seul problème qui puisse intéresser l'ensemble des Français.

**

Un bref regard chez nos voisins d'Europe suffira à nous convaincre que les problèmes difficiles de notre époque mettent davantage en question l'imagination créatrice de la gauche, la netteté de ses orientations, et la profondeur de sa volonté de transformation sociale que la nature de son organisation interne. Les puissants bastions de la social-démocratie scandinave, dont chacun a constitué dans son pays une force remarquablement cohérente et unie, s'effritent et cèdent : une coalition de droite gouverne en Norvège depuis plus d'un an, une autre vient de prendre le pouvoir au Danemark, et les perspectives sont difficiles pour le socialisme suédois encore au pouvoir. On a trop souvent évoqué dans ces colonnes le cas de la Grande-Bretagne pour devoir y revenir aujourd'hui, sinon pour constater une fois encore que l'aptitude à affronter les difficultés économiques que porte avec lui le capitalisme ne doit pas grand-chose à la solidité unitaire du parti ou de la coalition au pouvoir mais bien davantage à la fermeté de son orientation majoritaire et à la clarté de sa pratique politique.

Les cas de l'Allemagne et de l'Italie sont tout aussi éclairants : la réunification de deux des courants du socialisme italien, qui s'est faite dans des conditions relativement comparables à la création en France de la F.G.D.S., n'a permis au gouvernement de centre gauche de faire passer aucune des réformes essentielles auxquelles il était attaché et qu'il avait promises. Quant à l'Allemagne, le fait qu'un parti socialiste puissant et très uni participe à la « grande coalition » gouvernementale ne change rien à l'orientation sociale de cette dernière, et le résultat le plus clair de l'opération est pour le moment l'apparition de divisions sérieuses à l'intérieur de la social-démocratie allemande.

Tous ces faits se présentent de manière beaucoup trop convergente pour n'être que de malheureuses coïncidences. Ils signifient peut-être que la social-démocratie internationale est à bout de souffle et que son

évolution n'est pas à la mesure du problème. Ils signifient beaucoup plus encore que les systèmes politiques de l'Occident, après le calme des années 1950 à 1960, achoppent aujourd'hui devant les difficultés croissantes du capitalisme mondial.

Si l'on écarte en effet le cas particulier des pays où vingt ans d'imprévoyance gouvernementale ont laissé se développer des situations dramatiques, comme la Belgique et la Grande-Bretagne, on s'aperçoit que partout ailleurs en Europe occidentale, les problèmes nationaux présentent des analogies, que les obstacles à surmonter ont entre eux une indéniable parenté, et que de ce fait les grandes affaires qu'aura à traiter en France le prochain gouvernement de gauche peuvent déjà être esquissées.

**

Si l'on classe ces grandes affaires comme des chapitres de programme commun, on trouve : plein emploi, logement, enseignement, accélération du développement économique, équilibres régionaux, construction européenne, et coopération avec le tiers monde. Et l'on peut, avec l'aide de bons techniciens, inscrire sous chaque rubrique des idées utiles et des recettes judicieuses, parfois même des propositions défendant clairement les intérêts des couches sociales qui ne sont pas celles que favorise le pouvoir.

Malheureusement, une telle manière de faire manquerait beaucoup de cette cohérence entre tous les domaines de l'action politique qui fait pour une part la force du gaullisme, et qui peut seule assurer le succès d'une politique.

La cohérence nécessaire d'une politique de gauche aujourd'hui, en Europe, dépend d'un élément majeur : la manière dont les responsables de cette politique pensent et organisent leurs rapports avec la puissance mondiale dominante, les Etats-Unis. En même temps, la solidité du gouvernement au pouvoir dépend directement de ce que les forces politiques et les électeurs qui l'appuient ont bien, sur les grands choix du destin national, une orientation commune qui s'inspire de cette vision centrale sur l'équilibre du monde.

La seule tâche importante de la gauche consiste aujourd'hui à définir cette orientation commune et à habituer élus nationaux, élus locaux, militants et électeurs à mener en

semble — cela veut dire communistes, fédérés et P.S.U. ensemble — la lutte pour le succès de cette orientation par une pratique politique commune.

Quel est donc ce problème central à partir duquel nous paraît devoir être définie la politique du prochain gouvernement de gauche ?

Les traits caractéristiques de la situation mondiale depuis une dizaine d'années sont les suivants : la recrudescence générale de la violence dans le monde, l'absence croissante de scrupules avec laquelle les Etats-Unis combattent, la volonté d'indépendance du tiers monde, la diminution de l'effort d'aide des pays développés aux sous-développés et la détérioration progressive des termes de l'échange pour ces derniers, la menace d'une famine généralisée dans le tiers monde, la crise du mécanisme mondial des paiements, et l'effort des Etats-Unis, mené à travers le Kennedy Round et par l'intermédiaire de leurs grandes firmes pour conquérir les leviers de commandes économiques en Europe même.

Il ne faut pas s'y tromper : la volonté américaine de domination mondiale est dans une phase ascendante, elle serait puissamment encouragée par un éventuel succès dans le Sud-Est Asiatique, mais bien plus probablement encore elle sera décuplée par la volonté de revanche si les revers militaires finissent par obliger Washington à composer au Vietnam. La maîtrise économique et technologique des Etats-Unis, allégés des charges de la guerre, permettrait alors à leurs intérêts de déferler partout dans le monde, et d'abord en Europe.

**

Et nos problèmes s'éclaircissent d'autant : si nous voulons accélérer la croissance nationale ou réaliser le plein emploi, la question clé est celle de savoir si le risque d'inflation que comporteraient ces politiques provoquerait un déséquilibre du commerce extérieur tel que nous redevenions dépendants des pourvoyeurs de crédits internationaux, donc des Américains. Si l'on veut éviter une telle issue, alors les limites de la majorité de gouvernement et sa composition, les conditions du désengagement diplomatique (retrait du Pacte Atlantique) et surtout les réformes économiques qui permettraient de réaliser ensemble ces objectifs, contradictoires seulement en système libéral, doivent être étudiées, définies et diffusées.

De même, si nous voulons réaliser le développement de nos industries de pointe, électronique, aéronautique, nucléaire et spatiale, nous ne

pouvons le faire que de deux manières : avec l'appui des Américains, ce qui veut dire en sous-traitance et sous leur contrôle, ou bien avec un souci d'autonomie, c'est-à-dire en concurrence constante. Il est illusoire de s'imaginer que l'on peut repasser de temps en temps de la première voie à la seconde. Il s'agit là d'un choix à faire pour longtemps, et qui orientera toute la politique industrielle de la France comme sa manière de participer à la construction européenne. Encore faut-il l'annoncer et se préparer à l'assumer.

Sur ces points graves, la F.G.D.S. est silencieuse. Il en est d'autres. La tournure prise par les événements du Vietnam n'autorise plus les peuples européens à s'imaginer qu'il leur suffit de ne rien faire pour être, aux yeux du reste du monde, innocents de toute complicité dans ce qui tourne au génocide. La préservation de la paix du monde dans les années qui viennent passe par un refus clairement affirmé. Mais la S.F.I.O. vient de tenir un congrès pendant lequel elle n'en a point parlé.

**

La grande bataille pour le partage mondial de la richesse connaît aujourd'hui un nouveau développement à New Delhi. Les pays riches y arrivent les mains vides. C'est pourtant la gauche d'Europe, et elle seule, qui peut formuler dans ce domaine des propositions généreuses et novatrices. Pierre Mendès France comme les Commissions du P.S.U. ont abordé ces problèmes et fait des suggestions.

Un autre exemple est plus grave. M. Michel Debré, ministre de l'Economie, adopte des mesures de relance. On ne connaît que deux contre-propositions, celles de MM. Giscard d'Estaing et Duhamel. La gauche traditionnelle a été silencieuse : on le comprend fort bien. Car une politique socialiste efficace du plein emploi est liée à la politique industrielle en Europe et à la politique monétaire internationale, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, suppose adopter une attitude précise par rapport aux Etats-Unis : soumission ou désengagement.

Le P.S.U. a choisi le désengagement, et pense qu'il n'y a pas de politique de gauche possible autrement. Mais cela suppose aussi que se développe dans le pays, et surtout à la base, une pratique de l'alliance avec le Parti Communiste telle que les autres forces de gauche ne soient pas ses vassaux.

C'est ainsi que se forge la gauche de demain, et par seulement dans les Etats-Majors parisiens. Dépêchez-vous, camarades. □

□ C. I. R.

Fusion et compétition

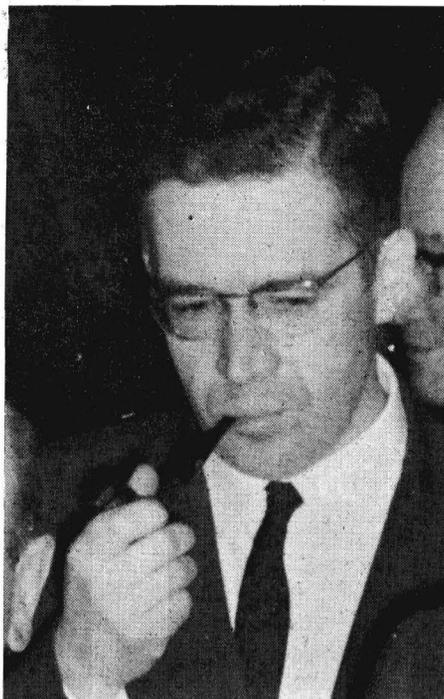
Lucien Saintonge

Après les démonstrations d'unanimité du Congrès radical et du Congrès socialiste S.F.I.O., la Convention des Institutions Républicaines ne pouvait faire moins que d'adopter, elle aussi à l'unanimité, la déclaration des principes et les nouvelles structures de la F.G.D.S. Ceci fut fait samedi, à Meulan, au cours d'un Comité central « élargi ». Si aucune surprise n'était à attendre de cette réunion, on pensait, cependant, que de nouvelles propositions seraient faites, en vue d'accélérer la fusion, ou bien de préciser les caractères du nouveau parti fusionné. Il n'en fut rien et à aucun moment le caractère novateur de la Convention n'apparut. Au contraire, les conventionnels, comme leurs partenaires radicaux et socialistes, cherchèrent les moyens de conserver leur originalité, même après la création du nouveau parti démocrate-socialiste.

Cette réunion fut, également, l'occasion pour les conventionnels de

poursuivre la compétition engagée depuis quelque temps avec la S.F.I.O. sur la conformité de leurs options à l'idéal socialiste. Mais, de même qu'à la S.F.I.O., il semble que les orateurs s'attachent plus aux symboles et à la terminologie du socialisme qu'à son contenu réel et concret.

On entendit également plusieurs orateurs, et notamment Louis Mermaz, dans son rapport de politique générale, rendre un vibrant hommage à Gaston Defferre pour la motion qu'il avait présentée au Congrès socialiste qui en a, d'ailleurs, « retenu l'essentiel, c'est-à-dire l'esprit ». Ces déclarations ne manquent pas d'étonner, lorsque l'on sait avec quelles réserves les conventionnels avaient accueilli les projets de fusion partielle présentés par le Maire de Marseille. Il est vrai qu'aujourd'hui, les risques d'absorption par la S.F.I.O. sont, pour un certain temps, écartés...



En préparant un nouvel épisode.

A.F.P.

Quelle fusion ?

Ainsi, les trois « familles » composant la F.G.D.S. semblent maintenant d'accord : le parti démocrate et socialiste naîtra en 1969, le caractère socialiste de ce parti ne sera pas remis en cause, et ce sera un parti unitaire.

En fait, que de confusion et d'arrière-pensées derrière cet accord ! Si la S.F.I.O. et la Convention rivalisent de socialisme, les radicaux ne semblent pas prêts à abandonner totalement leur caractère libéral. Si la S.F.I.O. réclame un parti unitaire où un homme compte une voix au sein de chaque section comme au niveau national, les radicaux veulent un parti « multiforme », sans, d'ailleurs, le définir, et les conventionnels déclarent que la fusion ne signifiera pas la fin du mouvement des clubs. Si la Convention et la grande majorité de la S.F.I.O. se déclarent prêtes à gouverner avec les communistes, il est bien évident qu'il n'en est pas tout à fait de même chez les radicaux.

Ainsi, la situation au sein de la F.G.D.S. est loin d'être claire. On ne pourra que le regretter.

Les vrais problèmes

En effet, ces débats sur les structures dans lesquels la Fédération semble un peu s'enliser l'empêchent de s'attaquer enfin aux véritables problèmes qui sont ceux du programme et des alliances qui en découlent. Elle ne semble pouvoir les aborder que lorsqu'elle aura réglé ses problèmes internes. Espérons qu'il ne sera pas trop tard. □

Adresse aux partis de gauche

Depuis plus de six mois une confrontation se poursuit entre des commissions d'études du P.C.F. et de la F.G.D.S. en vue de dégager les bases d'une politique commune. Cette confrontation a permis, selon les informations données par ces deux organisations, de faire apparaître de nombreux points d'accord, mais aussi de sérieuses divergences. Ces divergences doivent faire l'objet d'un nouvel examen à la fin de ce mois ou au début du mois prochain (*).

Le P.S.U. a depuis longtemps insisté sur la nécessité de mettre au point un véritable programme commun pour la gauche, cohérent et efficace. Il estime qu'un débat de ce genre a une grande importance pour l'avenir du pays et ne saurait être un débat secret. Il se propose de faire publiquement un certain nombre de remarques et de propositions qui lui paraissent de nature à faire avancer le débat.

1° Dans un pays capitaliste développé comme le nôtre, on ne peut apporter des améliorations sensibles aux conditions matérielles d'existence des travailleurs ou transformer leur condition de salariés que si la

collectivité dispose des leviers essentiels économiques. Ce problème n'est pas seulement celui de la nécessaire extension du secteur public par de nouvelles nationalisations. C'est aussi le problème des fonctions et de la nature que l'on doit attribuer à un secteur collectif de l'économie. Pour imposer les choix d'une planification au service des besoins populaires, le secteur collectif doit disposer en effet de l'essentiel des ressources d'accumulation et agir suivant une stratégie économique commune aux différentes entreprises nationalisées. Il s'agit là d'un point essentiel qui conditionne largement l'orientation dans beaucoup d'autres domaines du programme commun à discuter, en particulier dans le domaine des institutions politiques.

2° La situation économique française caractérisée aujourd'hui par des difficultés croissantes dans le domaine de l'emploi est de plus en plus dépendante de la conjoncture internationale, et plus particulièrement de la conjoncture américaine. La récente dévaluation de la livre, les mesures financières du gouvernement américain ne peuvent pas ne pas avoir, dans les circonstances actuel-

les, des répercussions importantes sur le taux de croissance de notre économie, sur la prospérité de plusieurs branches de l'industrie et sur le niveau de l'emploi.

Ces événements mettent en lumière à quel point les décisions monétaires et financières du gouvernement américain, les mouvements de capitaux venant des Etats-Unis déterminent l'évolution économique de notre pays comme des autres pays de l'Europe occidentale. Le gouvernement gaulliste prétend mettre fin à cette dépendance en perturbant le fonctionnement du système monétaire international, mais il est clair que son action, tout en conduisant dans l'immédiat à une aggravation des difficultés, ne s'attaque pas véritablement aux fondements de la suprématie du dollar et de l'hégémonie américaine. En effet, le gouvernement français favorise simultanément la libre circulation des capitaux et de l'or, et ne conçoit pas qu'il puisse y avoir une autre organisation des échanges économiques internationaux que celle basée sur la domination des grandes entreprises capitalistes à envergure internationale.

Un gouvernement de gauche réellement au service des travailleurs se devra d'affronter très sérieusement ces problèmes. En dehors de mesures conservatoires immédiates, visant à empêcher le sabotage des grandes concentrations économiques capitalistes, il devra se préoccuper de définir

une politique de réorganisation des rapports monétaires et économiques et internationaux, ainsi qu'une politique de coordination et de solidarité de planifications nationales d'orientation socialiste à l'échelle européenne. Les difficultés qu'une telle orientation rencontrera sont certainement très grandes, mais il est évident que si le mouvement ouvrier socialiste ne veut pas les voir en face, il sera rapidement confronté à la perspective d'un échec grave. L'exemple du gouvernement Wilson en Grande-Bretagne montre avec assez de relief que la lutte contre l'hégémonie politique et économique des Etats-Unis (rupture avec l'atlantisme et réorganisation des relations économiques internationales) est indispensable à la réussite de l'expérience socialiste en Europe.

Tels sont deux des points essentiels que le P.S.U. entend soumettre à la discussion publique sur le Programme Commun. Il ne dissimule pas que beaucoup de militants ou de sympathisants de la gauche ne sont pas encore persuadés de leur importance ou les ignorent tout simplement. Mais il est persuadé, en fonction des urgences de la situation, qu'il serait pernicieux d'esquiver ces questions fondamentales pour l'action présente et à venir de la gauche. □

* Nous rendons publique ici l'adresse votée par le dernier C.P.N., et envoyée au Parti Communiste Français et à la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Plan Giscard

Le prestidigitateur

Jacques Malterre

Le plan de relance de M. Giscard d'Estaing a été accueilli avec toute l'admiration que l'on doit à une entreprise de grand spectacle. L'annonce de l'événement, la mise en scène, l'orchestration, la publicité, tout a été parfait, que le spectacle lui-même ne soit pas aussi bon qu'on le prévoyait, paraît presque secondaire.

En effet, la timidité du projet surprend un peu. Il tourne autour de six propositions : diminution des taux de la T.V.A., salaire hebdomadaire minimum garanti, relèvement des allocations aux vieux et aux familles, subvention fiscale aux jeunes ménages qui font construire un logement, réévaluation dans les bilans des entreprises de la valeur des outillages productifs (ce qui leur permet de moins payer d'impôt sur les bénéfices), aide financière et technique aux petites et moyennes entreprises dispensée par un institut de développement des entreprises moyennes, réduction des taux d'intérêt à long terme, réforme des procédures. Toutée.

Tout cela est ingénieux et bien dosé, tout cela ferait plaisir aux chefs des P.M.E. et des grandes entreprises, et même aux organisations syndicales. Mais est-ce ce que l'on attend d'un des leaders de la majorité ?

Posons d'abord quelques questions :

Quels moyens compte prendre M. Giscard d'Estaing pour faire admettre certaines de ses propositions. Va-t-il déposer sur le bureau de l'Assemblée une proposition de convocation pour rouvrir le débat sur la politique économique. Sans son soutien et celui de ses amis, le gouvernement serait en minorité : a-t-il décidé de subordonner ce soutien à l'adoption de certaines des mesures qu'il préconise, par exemple l'institution du « minimum hebdomadaire de rémunération » ?

Quand un membre de l'opposition fait des contre-propositions, cela signifie : voilà ce que je ferais si j'avais la responsabilité du pouvoir. Quand c'est un membre de la majorité, il a de forts moyens de pression, il faut alors qu'il dise comment il compte s'en servir.

La conversion de M. Giscard d'Estaing à une politique d'expansion mériterait quelques explications.

Entre 1963 et 1965, malgré toutes les pressions qui s'exerçaient sur lui, il a maintenu fermement les disciplines d'un plan de stabilisation (dont il n'était pas l'auteur), en expliquant qu'il fallait briser les réflexes inflationnistes des Français ; il s'est battu avec obstination pour faire retenir dans le V^e Plan un taux d'expansion inférieur à 5 %.

Maintenant, l'ex-ministre des Finances déclare sans sourciller que la France peut porter sa croissance pendant deux ans au rythme de 5,5 % par an. Or, on ne voit pas très bien ce qui a changé.

M. Giscard d'Estaing se fait un ardent défenseur de la réalisation du Plan et il s'étonne que l'on ne l'ait pas suivi. Mais on peut se demander pourquoi rue de Rivoli, il n'a pris, au moment où le gouvernement faisait sien le V^e Plan, aucune des mesures nécessaires à sa réalisation, où étaient la programmation financière nécessaire pour assurer le développement équilibré de la Sécurité sociale, le plan financier des collectivités locales, et celui des entreprises publiques.

Notre rôle n'est pas de défendre M. Debré. Dieu merci, il s'en charge lui-même avec fougue, mais il faut reconnaître qu'en arrivant rue de Rivoli, le successeur de M. Giscard d'Estaing a peut-être trouvé un budget en équilibre mais une situation déplorable du côté des collectivités locales, de la Sécurité sociale et des entreprises publiques et on a vu que les mesures prises brutalement pour remédier à ces déficits ont été une des causes principales du développement du marasme économique que l'auteur du Plan « du Monde » peut dénoncer.

Nous savons qu'il n'y a pas vraiment de Plan dans un pays qui n'organise pas le financement de ses grandes dépenses.

M. Giscard d'Estaing préconise une baisse des taux d'intérêt à long terme. Voilà un souhait honorable. Mais à quoi est due leur élévation actuelle sinon au fait que les autorités monétaires doivent retenir des capitaux en France en leur procurant un rendement comparable à celui des pays étrangers. Dans le monde entier, la politique de défense des devises et surtout de l'or et du dollar amène une élévation des taux de l'argent, or cette politique est bien conforme à celle que la France préconise... depuis que M. Giscard d'Estaing était rue de Rivoli. Ajoutons que c'est également sous son règne que l'on a supprimé les derniers moyens de contrôle sur les mouvements de capitaux.

Enfin, pour rester dans le domaine technique il faut encore rappeler que la hausse des taux d'intérêt à long terme en France ne pourrait être contrebattue rapidement que si le Trésor assurait lui-même ou faisait assurer une « transformation » des disponibilités monétaires en prêts à long terme. Or M. Giscard d'Estaing a axé toute sa politique sur la diminution du rôle du Trésor (donc

de l'Etat) dans les circuits financiers.

Ce qui surprend donc dans « son Plan » c'est que les mesures les plus importantes supposent réalisées des conditions dont il ne parle pas car elles impliquent en fait un dirigisme en contradiction avec les principes qui lui sont chers. On notera par exemple que la réduction des taux de la T.V.A. n'est répercutée en baisse des prix de vente que si les services surveillent de très près tous les prix.

L'ancien ministre se place sous le signe de la théorie économique moderne. Or il est évident que dans ce domaine, il n'est pas très en avance. Celle-ci admet d'abord qu'il faut utiliser les différents moyens dont dispose l'Etat avec le maximum de souplesse et notamment que le budget doit être tantôt en équilibre, tantôt en déséquilibre (par déficit en excédent) selon les nécessités du moment. En fait, M. Giscard d'Estaing paraît se rallier progressivement à cette thèse, sinon on ne voit pas très bien ce qu'il veut dire quand il écrit pudiquement que les abandons de recettes... doivent être présentés et calculés comme des « parenthèses conjoncturelles de déséquilibre ».

Mais surtout on a démontré que la politique économique était maintenant affaire de souplesse et de rapidité. P. Mendès France rappelle sans cesse, et notamment à la Commission des Finances, face au Président de ladite Commission, que l'Etat devait à chaque moment évaluer les difficultés, corriger les petits écarts de route, jouer de tous les moyens disponibles. En fonction de la voie qui est tracée par le Plan et qui est assise sur des programmes cohérents avec ce Plan, la politique moderne consiste à rester constamment maître de la vitesse de l'économie nationale. Dessiner un programme conjoncturel, ce n'est pas fixer pour deux ans avec une grande précision quantitative ce que l'on va faire. C'est définir la voie des décisions que l'on aura à prendre en fonction de tous les aléas qui peuvent se produire. Cette vue souple et dynamique suppose toutefois que les instruments dont on a besoin pour conduire les affaires n'aient pas été tous plus ou moins détruits comme l'a fait M. Giscard d'Estaing.

A supposer que le Plan Giscardien fût mis en œuvre, on n'aperçoit pas comment il pourrait répondre aux exigences d'une politique de plein emploi.

L'ancien ministre le reconnaît implicitement, qui indique que son objectif est d'entraîner une stabilisation de l'emploi, c'est-à-dire un arrêt de la dégradation actuelle.

En fait le plan présenté n'est pas autre chose qu'un programme de conjoncture.

Il ne définit pas la norme de croissance à laquelle il faudrait viser pour retrouver un niveau d'emploi satisfaisant. Cette norme, en fait, a

toutes chances de se situer aux alentours de 6,5 % par an.

A fortiori, il ne définit pas les conditions permettant de concilier cette norme de croissance avec une stabilité des prix satisfaisante.

Or, il apparaît qu'un tel objectif supposerait :

— une intervention massive des Finances publiques en matière d'investissements productifs et sociaux impliquant en particulier :

● une réduction progressive des dépenses improductives (militaires notamment) ;

● une fiscalité favorisant l'épargne publique de la Nation plutôt que celle des bénéficiaires de gros revenus ;

— un contrôle du crédit qui n'abandonne pas au secteur bancaire privé le soin de décider des investissements prioritaires ;

— un contrôle des prix réel et non son abandon au profit des contraintes d'une concurrence imprévisible ;

— une politique d'aménagement du territoire et de reconversion des structures fondée sur une intervention directe de l'Etat, garantissant les revenus des travailleurs et créant lui-même, lorsque l'incitation ne suffit pas, les emplois nouveaux dont le pays a besoin.

En définitive, les propositions de l'ancien ministre restent des variantes d'une même politique. Celle du gouvernement. □

**Le premier
témoignage
direct**

**JOURNAL
D'UN
GUERRILERO**

**La voix des Maquis
d'Amérique Latine**

**PRÉFACÉ PAR
ARMAND GATTI**

L'auteur est un jeune commandant de guerilla, le traducteur un agent de liaison, c'est pour des raisons d'élémentaire prudence que leurs noms demeurent secrets.

Un volume 9,50 F

SEUIL



Toulouse

La crise de l'ONIA

Rémy Grillault

L'ONIA. était jusqu'à présent la deuxième usine de Toulouse après Sud-Aviation, par son effectif de 3 000 personnes, son chiffre d'affaires de 32 milliards d'anciens francs, et son rayonnement. Cette entreprise nationale a été créée en 1927 pour fabriquer des engrais azotés (Office National Industriel de l'Azote). C'était l'un des piliers de l'économie de la région toulousaine.

Par décret du 20 septembre 1967, l'ONIA. a fusionné avec les Mines de Potasse d'Alsace pour donner naissance à l'E.M.C. (Entreprise Minière et Chimique). L'E.M.C. est un établissement public à caractère industriel et commercial ayant la structure d'un holding. L'E.M.C. dirige deux entreprises industrielles : les Mines de Potasse d'Alsace et l'A.P.C. (Azote et Produits Chimiques).

L'A.P.C. regroupe l'ONIA. et ses filiales et absorbera prochainement la P.E.C. (Potasse et Engrais Chimiques). Cette dernière fabrique des engrais complexes à Grand-Couronne, près de Rouen.

Le but avoué de la fusion est de créer une entreprise de taille européenne capable de faire face à la concurrence nationale et internationale. Or, la première décision de l'E.M.C. est une compression importante des effectifs : 400 personnes par an aux Mines de Potasse d'Alsace, et 200 par an à l'usine toulousaine de l'A.P.C.

Comment en est-on arrivé là ? Voyons plus particulièrement aujourd'hui la situation de l'usine de Toulouse. Depuis de nombreuses années, les syndicats de l'ONIA. demandaient la création d'une deuxième usine implantée dans une autre région. Jamais ils n'ont pu obtenir les crédits nécessaires à cette réalisation. Probablement parce que les

pouvoirs publics ne voulaient pas porter préjudice aux trusts privés : Pechiney, Saint-Gobain, Kuhlmann, etc.

Par la suite ont été créées quelques filiales peu importantes, telles que : Azolacq, Aquitaine-Chimie et Methanolacq, auprès du gisement de gaz naturel de Lacq, ainsi qu'Asturonia, en Charente-Maritime. Dans chacune de ces filiales, l'ONIA. n'apporte qu'une partie du capital, jamais majoritaire, le reste étant fourni par des sociétés privées. Les pouvoirs publics ont préféré cette solution au développement d'une industrie publique.

Enfin, à l'origine du V^e Plan, les grands trusts ont décidé la création d'importantes usines d'engrais. C'est alors qu'un compromis est intervenu entre la direction de l'ONIA. et les privés, donnant naissance à de nouvelles sociétés mixtes dans lesquelles l'ONIA. est toujours minoritaire.

Ces usines s'implantent comme suit : Grand-Quevilly et Oissel, dans la banlieue de Rouen ; Gonfreville, près du Havre ; Nangis, en Seine-et-Marne ; Feyzin, au sud de Lyon.

Une fois de plus, on a choisi de ménager les intérêts privés plutôt que de développer l'industrie publique. Les syndicats de l'ONIA. se sont élevés contre cette dénationalisation progressive, qui consiste à faire contrôler une partie importante des investissements publics par des sociétés privées.

D'autres raisons poussaient les syndicats à s'opposer à ce programme : le Gouvernement qui débloquent des crédits pour ces réalisations, en refusait pour moderniser l'usine de Toulouse.

Et voilà bien l'origine de la crise actuelle. La consommation mondiale d'engrais est inférieure à la produc-

tion qui s'accroît à un rythme trop rapide. En 1967, l'usine de Toulouse a dû ralentir de ce fait son rythme de production. Un ralentissement plus important est prévu cette année, pour permettre au groupe d'usines de Rouen de travailler au maximum de leur capacité. Il faut bien ménager les intérêts privés, n'est-ce pas ?

Devant cette situation, les syndicats de l'A.P.C. (ex-ONIA.) réagissent. Ils ont obtenu la réalisation d'un reforming moderne capable de fabriquer 1 000 tonnes d'ammoniac par jour, à des prix compétitifs. Ils ne se résignent pas à la suppression de 600 emplois en trois ans à Toulouse, et à la fermeture de plusieurs ateliers.

Ils proposent un plan de sauvetage que voici :

1^o Création de toute urgence d'un atelier d'acide phosphorique, qui éviterait l'arrêt de l'atelier d'acide sulfurique et de l'atelier d'engrais complexes.

2^o Création d'ateliers permettant de fabriquer des produits dérivés du méthanol.

3^o Création à plus longue échéance d'une pétro-chimie, par l'implantation d'une raffinerie de pétrole dans la région.

Des démarches sont entreprises en commun par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C., afin d'obtenir des pouvoirs publics les crédits nécessaires à ces réalisations.

Il est indispensable de sauvegarder l'avenir de l'usine de Toulouse et son potentiel humain, dans une ville et une région où sévit cruellement le chômage. Il faut même créer de nouveaux emplois et c'est le but de l'implantation d'une pétro-chimie que les syndicats réclament depuis deux ans. □

Jura - Cantonale

Le 28 janvier s'est déroulé sans surprise le second tour de l'élection cantonale de Dampierre. Notre camarade Menegon, arrivé en tête de la gauche au premier tour, bénéficiait du retrait du candidat communiste. En fait le scrutin opposait surtout deux candidats de droite : Bailly, soutenu par le député giscardien Feit et par Edgar Faure, fut finalement battu, de 16 voix, par Leblanc, un homme de Jacques Duhamel, candidat du Centre. Apolitique et sans étiquette au premier tour, ces deux candidats ont été obligés de se démasquer au deuxième en faisant appel, non à des courants politiques (c'est le même) mais essentiellement à des personnalités dont les rivalités personnelles font les délices du Conseil Général et rappellent étrangement la IV^e République.

Notre camarade Menegon ne retrouve pas le total des voix de gauche du 1^{er} tour ; il le doit à la SFIO qui, entraînant la FGDS dans son sillage a pris nettement position en faveur du centriste Leblanc sous le sacro-saint prétexte de « battre l'U.N.R. ». C'est oublier un peu vite que de Gaulle et l'U.N.R. ont été précisément installés en 1958 par ceux qui aujourd'hui arborent le drapeau de l'antigaullisme. Une fois de plus, il faut bien constater que ceux qui, par leurs déclarations, se veulent à gauche, avouent par leurs actes leur complicité avec la droite la plus classique et la plus rétrograde. Cette situation est-elle particulière au département du Jura ?

Tribune Socialiste

VOUS

OFFRE

jusqu'au 28 février

des

abonnements au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

Faites parvenir ce bulletin accompagné d'un chèque bancaire ou postal, ou un virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15°.

CUBA 68 :

un voyage vers le socialisme

Des voyages de rencontres et de connaissance du pays sont organisés vers Cuba du 15 juin au 15 septembre. 7 jours de circuit, 13 jours de séjour.

Faites-nous savoir si vous souhaitez y participer. Vous recevrez, Programme, Conditions et Bulletins d'inscription.

Nom et prénom

Adresse

Nombre de personnes

Dates souhaitées

Retournez ce bulletin à : « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris 15°.

Allemagne de l'Ouest

Une course de vitesse

J.-M. Vincent

A Offenbach près de Francfort, vient de se tenir (le 3 février 1968) une conférence de l'opposition socialiste (1). Un millier de délégués venus de toute la République Fédérale et de Berlin Ouest ont adopté un programme d'action qui se veut une alternative socialiste à la grande coalition (c'est-à-dire au gouvernement C.D.U. - S.P.D.) et ont fondé un « centre socialiste » qui participera aux prochaines élections législatives et deviendra peut-être le noyau d'un futur parti.

Cette conférence qui fut suivie avec beaucoup d'attention par la grande presse et par la télévision, prend un relief particulier dans la situation présente de l'Allemagne de l'Ouest. En effet, une véritable course de vitesse est engagée entre les forces conservatrices dirigées par la C.D.U. et les forces de l'opposition extra-parlementaire (syndicats, étudiants, jeunes, intellectuels). Devant la montée progressive d'une contestation radicale de l'ordre établi dans les milieux étudiants et même dans certains milieux ouvriers (dans la Ruhr, dans les plus grandes fédérations d'industrie des syndicats) la démocratie chrétienne entend, en fait perfectionner son système de contrôle politique autoritaire par le vote rapide de lois sur l'état d'urgence (mettant fin aux libertés démocratiques dans les situations dites dangereuses) et par le vote d'une nouvelle loi électorale qui écarterait du parlement tous les partis sauf ceux de la grande

coalition (C.D.U. et S.P.D.). Appuyée en cela par le patronat elle veut éviter que les difficultés économiques actuelles (chômage, etc.), le renforcement évident de la R.D.A. ne conduisent beaucoup d'électeurs à remettre en question l'équilibre conservateur et anticommuniste établi en Allemagne de l'Ouest depuis 1948-49. Son but est de discipliner de façon stricte les différentes couches sociales et de les plier aux impératifs d'une société capitaliste très développée, dans laquelle la croissance économique devient plus difficile.

La bataille a d'autant plus d'ampleur que la résistance jusqu'ici victorieuse des syndicats aux lois sur l'état d'urgence, oblige les classes dirigeantes à faire feu de tout bois et à employer toutes les forces. Avec l'entrée des social-démocrates au gouvernement la démocratie chrétienne croyait avoir gagné la partie. D'adversaires modérés des lois sur l'état d'urgence il y a quelques années, les dirigeants social-démocrates n'étaient-ils pas devenus une fois au gouvernement des partisans décidés de celles-ci ! Le ministre social-démocrate de l'économie, Schiller, ne se faisait-il pas, et ne se fait-il pas, le propagandiste de l'« économie concertée » et d'une politique nationale des revenus ! Mais ce succès indéniable sur la gauche que constituait la formation de la grande coalition n'a pas suffi à briser les résistances. Les syndicats n'ont pas

accepté la nouvelle politique de la social-démocratie et ont lancé une grande campagne contre les lois d'urgence en liaison avec toute une série de milieux de gauche. Allant même plus loin, ils ont favorisé et favorisent la formation d'une aile ouvrière au sein du parti social-démocrate ouvertement hostile à la politique de la direction. Le résultat est que maintenant la lutte se déroule aussi au sein du S.P.D. Déjà la réforme électorale apparaît repoussée de plusieurs mois et un nombre assez important de députés social-démocrates semblent hésitants devant les projets gouvernementaux sur les lois d'urgence. Il n'est donc pas impossible que la majorité des deux tiers ne puisse pas être obtenue au parlement pour le vote de ces lois qui nécessitent une réforme de la constitution.

Mais il est bien évident que la lutte interne du S.P.D. ne se décide pas seulement au sein du S.P.D. Plus la pression externe est forte, plus l'opposition interne est forte. C'est en partant de cette constatation et de l'autre non moins évidente, que les syndicats ne peuvent suppléer à eux seuls l'absence de parti d'opposition de gauche sérieux et rassembler en fonction d'une perspective stratégique claire tous les opposants au conservatisme autoritaire de Bonn, que les dirigeants de plusieurs groupes de socialistes de gauche ont décidé d'unifier leurs efforts sans exclusives (des communistes participent au nouveau regroupement).

A en juger d'après le déroulement de la conférence d'Offenbach beaucoup d'éléments de division ont été surmontés et la réussite de la tentative n'apparaît pas impossible. Le programme d'action adopté à la quasi-unanimité est à la fois réaliste et

solidement argumenté. Il ne propose pas d'objectifs illusoires, mais se tient très près des préoccupations réelles des travailleurs allemands, des jeunes et des étudiants. Tout en insistant beaucoup sur la défense des libertés démocratiques, il ne perd pas de vue la perspective socialiste et le caractère forcément anticapitaliste d'une action conséquente dans le monde d'aujourd'hui. On y sent en même temps une volonté d'unifier les revendications des différentes couches sociales à qui il s'adresse dans une synthèse non démagogique. De ce point de vue pour qui connaît les programmes du mouvement ouvrier depuis 1945, le progrès est évident.

Il ne faut pas se dissimuler cependant que pèse sur l'entreprise toute une série d'incertitudes. Les étudiants du S.D.S. (c'est-à-dire plusieurs milliers de militants) sont très réticents, ils craignent que le nouveau regroupement ne se limite à une activité électoraliste et néglige les formes de l'action directe. Ils lui reprochent, si l'on veut, d'être trop traditionnel, voire même réformiste. Par ailleurs il faut signaler que l'implantation ouvrière et syndicale du « centre socialiste » est médiocre et que la méfiance à son égard dans la gauche du S.P.D. et des syndicats est assez grande. Tout cela constitue autant de handicaps pour ce centre fédérateur qui a encore d'énormes difficultés devant lui. Souhaitons que les militants courageux réunis autour de Wolfgang Abendroth pourront triompher de ces difficultés et qu'ils contribueront à redonner force et vigueur au socialisme allemand qui est une composante essentielle du mouvement socialiste européen. □

(1) Nos camarades J.-M. Vincent et Didier Hue représentaient le P.S.U. à cette conférence. (N.D.L.R.)

Irak

Du pétrole et des Kurdes

Jean-Pierre Antébi

Le général Aref, président de la République d'Irak est à Paris en visite officielle. Il sera reçu par le général de Gaulle et l'entretiendra des problèmes auxquels il doit faire face actuellement.

Deux questions seront au centre des entretiens : les accords pétroliers et les livraisons d'armes.

L'ambassadeur de France au Caire a déclaré récemment que l'Irak n'étant pas un pays belligérant il n'y avait pas de raison de lui refuser les armes qu'il demande.

Face à cette affirmation les Israéliens ne manquent pas de faire valoir que bien avant le début de la

guerre, les troupes irakiennes se trouvaient déjà sur le canal de Suez et que les chars soviétiques qu'ils ont récupérés en Cisjordanie ne pouvaient provenir que de l'Irak, l'armée jordanienne étant équipée par les anglo-saxons.

Enfin ils notent aussi que l'armée d'Aref occupe en Jordanie toute la région qui va du fleuve Yarmouk à la ville de Djeflik.

Mais c'est surtout du côté kurde que l'on est inquiet. Depuis des années ceux-ci luttent avec l'énergie du désespoir pour obtenir l'autonomie interne. Chaque changement de régime leur apporte espoir et



Aref : général, président et premier ministre.

promesse, chaque régime en fit la victime d'un authentique génocide. Deux raisons essentielles à cela : d'une part ils refusent l'arabisation et veulent être reconnus en tant que nation, d'autre part ils vivent sur un territoire qui regorge de pétrole. Depuis quelque temps leur situa-

tion s'était améliorée, mais aujourd'hui le limogeage de six ministres libéraux, et certains mouvements de troupes leur laissent prévoir le pire.

Ils ne manquent pas de faire remarquer que les chars français, éprouvés en Kabylie sont particulièrement adaptés aux combats de montagne.

Le président Aref fera sans doute valoir que son gouvernement, qui est un compromis entre nassériens, bassistes et nationalistes est instable ; qu'il a à faire face aujourd'hui à une violente opposition, particulièrement depuis la signature de l'accord pétrolier franco-iraquien. Ces armes dira-t-il, lui permettront de lutter contre un éventuel coup d'état pro-américain.

Une chose sortira certainement de cette réunion, c'est que la France, même si elle en a la volonté, n'a pas les moyens de prendre la place de la Grande-Bretagne dans cette partie du monde. □

Grenoble 1968

Le double visage des jeux

Dominique Yvoire

Grenoble, à l'heure des Jeux, c'est un immense complexe, où l'industrie, la publicité, l'aménagement du territoire, le sport, les finances locales, le prestige national, se mêlent dans une fantastique kermesse, dont le sens termine par échapper à l'opinion publique.

Nous reviendrons sur ces Jeux et les problèmes qu'ils posent dans des domaines divers. Il nous est apparu dès maintenant que l'on ne pouvait manquer d'en souligner les deux aspects majeurs : d'une part la transformation du visage de Grenoble, d'autre part, l'événement sportif qu'il représente.

Dominique Yvoire et Dominique Laury, rendent compte ici, de ce qui précédait l'événement.

L'aventure grenobloise vient de commencer ! Le cœur d'une nation va battre, soi-disant, à la vitesse d'un Killy ou d'une Goitschel sur la piste à Chamrousse, loin de la kermesse, un premier bilan déjà peut s'établir.

En 1964, on parlait de 50 millions de francs, en 1966 de 84,6, en 1967 de 106 ; lors d'une conférence de presse tenue le 7 décembre dernier à Grenoble, le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Missoffe avançait les chiffres qui vont suivre et qui furent repris au Parlement lors d'une séance tenue le 13 décembre devant à peine 50 députés.

La dernière somme annoncée s'élève à 112 milliards d'anciens francs, soit environ le 1/100 du budget de la France.

Sur ce total, 100 milliards sont destinés aux équipements publics et sportifs tandis que 12 milliards subventionnent le fonctionnement du C.O.J.O. (Comité d'Organisation des X^{es} Jeux Olympiques d'Hiver).

Les 100 milliards consacrés aux équipements se décomposent en 90,750 milliards d'A.F. pour les infrastructures publiques et en 9,250 milliards d'A.F. concernant les équipements sportifs proprement dits.

Officiellement il est partout indiqué que pour éponger ces 100 milliards d'investissements, l'Etat et les organismes publics interviennent pour 75 %, alors que la ville de Grenoble intervient pour 20 % et que les 5 % qui restent se décomposent en 4 % pris en charge par le département de l'Isère et 1 % par les communes.

Il faut d'autre part noter que les prêts du FDES et du FNAFU ont été accordés à des taux avantageux tandis que la Caisse des Dépôts et Consignations octroyaient des emprunts aux meilleures conditions.

Quoi qu'il en soit, Grenoble devra au titre olympique quelque 26 milliards d'A.F. En 1967 son budget s'était élevé à 114.602 millions de francs lourds (soit environ 11,5 milliards d'A.F.) ; pour 1968 les renseignements concernant le budget primitif indiquent 135.735 millions (soit un peu plus de 13,5 milliards d'A.F.). Autant dire qu'approximativement la dette olympique de Grenoble équivaut à deux fois le budget annuel de 1968 : pour cette année il est d'ailleurs prévu quelque 14 millions de francs d'annuités (soit environ 1,5 milliard d'A.F.).

Principaux équipements sportifs

Les disciplines nordiques se tiendront à Autrans dans le massif du Vercors : on y a mis en place un tremplin de saut de 70 mètres soit 3,030 millions de francs ; l'aménagement des pistes revient à 0,333 million de francs. Un village olympique a été construit, parfaitement intégré dans le merveilleux décor du plateau, il comprend 1 centre de jeunes et 4 gîtes familiaux retransformables en appartements de 2 pièces plus loggia et cuisine, soit 680 lits mis à la disposition des vacances familiales (coût 8,6 millions). La luge se déroulera à Villard-de-Lans également dans le Vercors où la construction (savante) des pistes atteint 3,190 millions de francs.

— Enfin toujours dans le Vercors, c'est à Saint-Nizier-du-Mouchet, haut lieu de la Résistance, qu'est installé le vertigineux tremplin de 90 mètres, soit 6,900 millions de francs.

— La station de Chamrousse a été prévue pour les épreuves alpines : pistes et remontées aménagées, soit 8,600 millions de francs. Des pistes de repli (en cas de brouillard trop épais ou de neige insuffisante) ont été retenues à l'Alpe d'Huez (1,200 million de francs, où se dérouleront

les compétitions de bobsleigh : infrastructures de 5,500 millions de francs.

— Enfin, à Grenoble, en dehors du stade prévu pour la cérémonie d'ouverture et de clôture des Jeux, on signalera surtout le Stade de Glace conçu pour accueillir 12.000 spectateurs dont le coût s'élevait initialement à 39 millions de francs pour finir sur 46,321 millions (financement : 75 % l'Etat, 25 % la ville de Grenoble par emprunt à la Caisse des Dépôts. L'usage post-olympique de cet imposant bâtiment, frère du CNIT parisien, ne cesse d'inquiéter les Grenoblois : sans être en mesure de l'affirmer il semble cependant que sa transformation en vélodrome d'hiver soit bien accueillie.

A côté de la patinoire qui date de 1963 se place l'Anneau de Vitesse soit 17,443 millions (80 % l'Etat et 20 % la ville par emprunt à la Caisse).

Principales catégories d'équipements publics

Nous relevons 9 milliards d'A.F. d'autoroutes nationales ; 20 milliards d'A.F. de voirie (valable pour tout le département, Grenoble inclus), 25 milliards de logements (centre de presse et village olympique) ; 9,6 milliards d'A.F. de S.N.C.F. ; 7,8 milliards d'A.F. de télécommunications ; 8,7 milliards d'A.F. d'équipements généraux ; 4,5 milliards d'A.F. de réalisations culturelles et 5,7 milliards d'A.F. d'équipements O.R.T.F., etc.

Un certain prestige

Une opération comme les Jeux Olympiques, peut-elle être rentable au point d'équilibrer les dépenses par les recettes. Les rentrées dues aux spectateurs seront forcément modiques : le calcul ultra rapide des or-

dinateurs, la retransmission quasi permanente par l'intermédiaire des chaînes de T.V., les craintes d'un hébergement insuffisant ou des embarras de circulation, voire la mauvaise conjoncture économique, etc., autant de facteurs qui limiteront le nombre de spectateurs. Mais même cette hypothèse modérée serait-elle contredite par une forte présence, cela ne changerait pas énormément aux rapports financiers.

Par définition une manifestation comme celle-là se fait en partie à fonds perdus. Il y va d'un certain prestige et ce prestige est de ceux auxquels on accorde le bénéfice de la sympathie. La seule question consiste à se demander dès le début, avant même d'accepter d'accueillir les Jeux, sur son territoire si l'on est prêt aux sacrifices, si l'on est en mesure de concéder 1/100 de son budget pour organiser correctement la réception des invités de l'univers. Si l'on penche du côté de l'affirmative, il ne faut plus par la suite pâlir devant la note et se livrer aux économies de bouts de chandelle.

(Les milliards « inutiles » atteignent une trentaine au maximum ; les autres cent s'investissent dans l'équipement d'une ville qui en avait bien besoin.)

Un tel calcul est admissible. Encore faut-il solliciter l'avis des intéressés, et en tout cas leur expliquer le raisonnement qui est tenu par les responsables. Or derrière le fantastique tintamarre des moyens d'information et de pression, on s'aperçoit que fort peu de chose a été accompli dans cette direction. Les Français ont-ils été tenus au courant de la fête qui se préparait et de tout ce que cela impliquait ? Mieux, les Grenoblois l'ont-ils été ? On a invité des émissaires du monde entier, mais l'on n'a guère pris la peine, ni la patience d'accorder quelque intérêt aux « autochtones ». Et après l'on s'étonne qu'ils pestent contre l'impôt ! □

Un miracle à renouveler

Dominique Laury

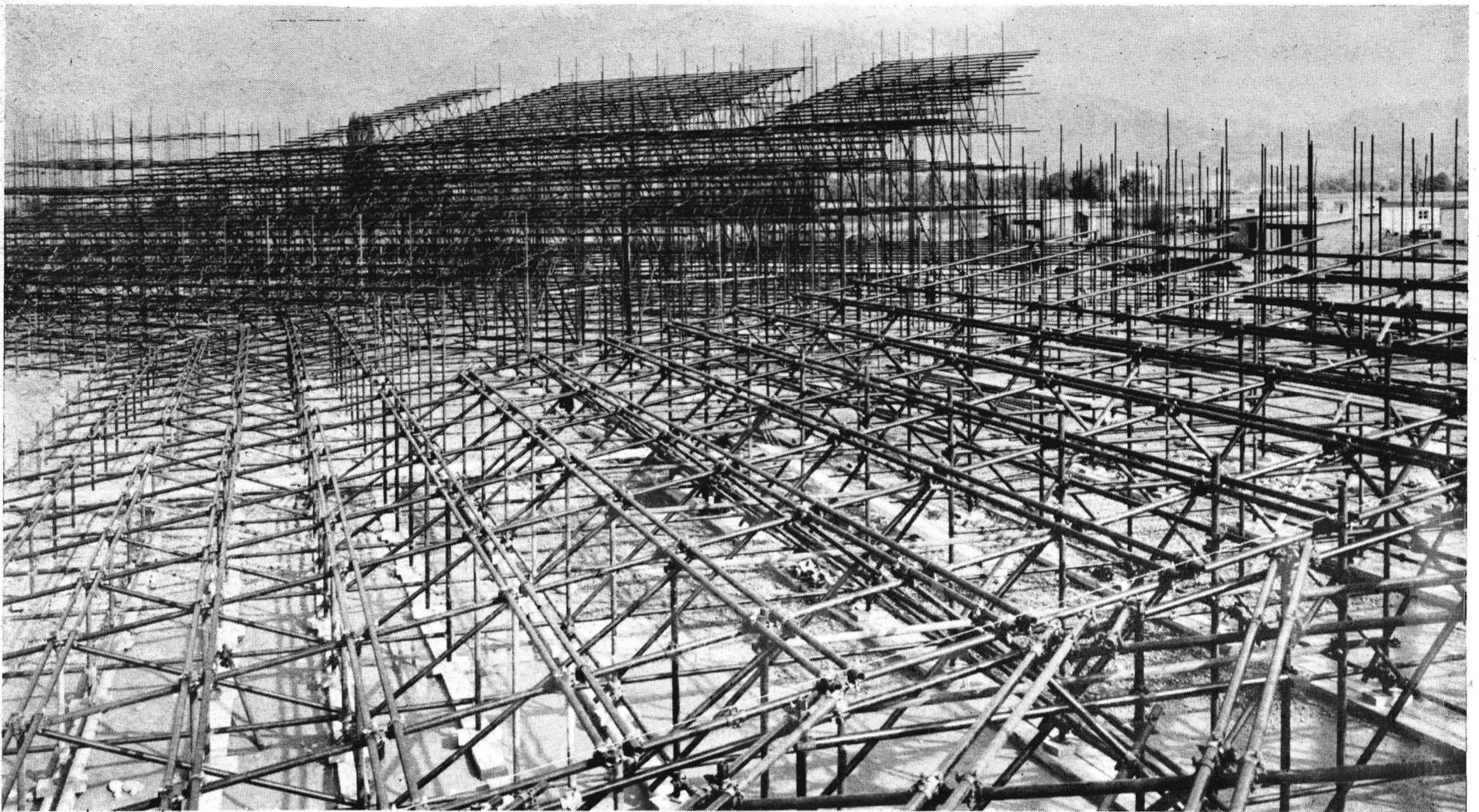
L'heure de la vérité a sonné. Après la solennelle cérémonie d'ouverture — un spectacle conçu à la mesure de l'événement — au cours duquel Léo Lacroix a prononcé le serment olympique dont les termes font sourire les plus bienveillants, les choses sérieuses ont commencé pour les 1.200 acteurs des X^{es} Jeux Olympiques d'Hiver.

Loin de la marée publicitaire qui a déferlé sur Grenoble (la publicité s'est emparée de tout ce qui se rap-

porte aux J.O.), loin des querelles sordides que le livrent les firmes de gadgets et autres marchands d'hymnes olympiques, les « athlètes blancs » entrent en piste.

La géographie elle-même est bouleversée. Grenoble est devenue la capitale du monde sportif, et de Dunkerque à Menton le cœur des Français bat la chamade pour la bande à Killy.

Comme toute opération de cette envergure, ces Jeux Olympiques dé-



Un stade pour quelques heures.

passent et de loin le domaine strictement sportif. De l'Elysée à la rue de Châteaudun, siège du ministère de la Jeunesse et des Sports, on s'apprête, avec une certaine inquiétude d'ailleurs, à comptabiliser les médailles tricolores. Les victoires de Jean-Claude Killy et Marielle Goitschel comptent autant pour « le prestige » qu'un brillant succès diplomatique. Mais le rendez-vous de Grenoble a fait aussi monter la fièvre aux quatre coins du pays, les victoires sportives, grossies, amplifiées par la surchère d'une certaine presse prennent une dimension exceptionnelle.

Bref, loin du Vietnam, la France s'est mise à l'heure olympique.

Seize médailles sur vingt-quatre

Si les grandes épreuves classiques de Wengen, Kitzbuehel, Val d'Isère, Saint-Gervais, Mégève, n'avaient pas précédé les Jeux Olympiques, les Français auraient fait figure à Grenoble de grands favoris, à la suite de la moisson exceptionnelle de médailles remportées aux derniers championnats du monde de Portillo (Chili). Jamais en effet une nation n'avait cumulé autant de succès dans une compétition à l'échelle mondiale : seize médailles dont cinq d'or sur un total de vingt-quatre. Cinq mois plus tard Jean-Claude Killy confirmant ses victoires, s'adjudgeait la première Coupe du Monde de ski alpin et les Périllat,

Mauduit, Marielle Goitschel, Annie Famose, prenaient dans la totalité des épreuves les premières places, quand ce n'était pas la première.

Après le règne autrichien, le ski français faisait la loi. Mais alors que l'on considérait déjà l'équipe française comme la première du monde, les grandes classiques préolympiques (13 décembre - 26 janvier) remettaient en question la suprématie tricolore. On attendait Killy et Marielle, on découvrit Giovanoli et Bruggmann, Olga Pall et Fernande Bocchatey. Favorable aux Français le pronostic était renversé en faveur des Suisses et Autrichiens. Précisons cependant que Jean-Claude Killy fut loin d'être ridicule, mais ces épreuves montrèrent qu'il n'était pas pour autant imbattable. La France ne régnait plus, elle avait maintenant des adversaires capables de lutter à égalité avec elle.

Dans la descente de Wengen, Nanning (Autriche) prenait la première place devant son compatriote Schranz ; dans celle de Kitzbuehel, Killy se classait brillant second mais c'est encore Nanning qui remportait l'épreuve. Au slalom spécial le Suisse Giovanoli imposait sa loi et au géant si Killy arrachait un succès à Val d'Isère et à Adelboden, Nanning (encore) et Bruggmann se classaient premiers à Hildelang et au critérium de la première neige de Val d'Isère.

Au total, au cours de ces « pré-

olympiques » l'Autriche venait en tête avec 5 victoires sur 12 épreuves devant la France 4 et la Suisse 3. En revanche chez les dames c'est la France qui prenait la tête avec 4 victoires sur 10 mais il faut souligner qu'elles furent à l'actif de la nouvelle vague du ski français représentée par Isabelle Mir et Florence Steurer.

Le résultat contradictoire des Français ajoute au suspense et renforce l'intérêt des épreuves alpines des J.O. Nous ne tarderons pas à savoir si Killy et son équipe conserve la tête du ski mondial.

Seuls contre tous

Le mois de janvier fut pour Jean-Claude Killy une période difficile. Non du fait qu'il ne fut pas aussi à l'aise que prévu, mais surtout en raison d'une opinion publique — conditionnée par la grande presse, — qui commentait avec inquiétude chacune de ses courses. Killy deuxième, c'était la catastrophe nationale. Il n'était pas second, il n'était que second. S'était-il entraîné sérieusement ?

Sera-t-il prêt pour la descente olympique ? Son matériel est-il bien choisi ? Tandis que l'opinion s'inquiète à Chamrousse près de 300 journalistes venus des quatre coins du monde font la queue pour réclamer une interview du champion français.

A force d'entraînement sérieux et intensif, Jean-Claude Killy est devenu un des premiers skieurs mondiaux, mais le public lui en a fait un surhomme, un James Bond des neiges, imbattable à l'égal du héros de Ian Fleming.

Cette responsabilité pèsera lourd pour Jean-Claude Killy comme pour ses amis. Il y a un an on ne demandait aux Français que de bien figurer. Après Portillo, les skieurs d'Honoré Bonnet sont grands favoris et par voie de conséquence les hommes à battre pour tous les représentants étrangers.

Le miracle de Portillo a donc peu de chance de se renouveler. On peut même ajouter que Killy, Périllat et autres Goitschel partent handicapés : Autrichiens et Suisses luttent contre des adversaires, les Français, seuls contre tous, défendent leur prestige.

Quand les lampions seront éteints, les lauriers distribués, les médailles ou les déceptions rangées dans la valise olympique que restera-t-il de ces Jeux Olympiques d'Hiver ? Le souvenir d'une immense foire commerciale mais aussi Grenoble, une ville nouvelle née à la faveur de ces Jeux Olympiques. Grenoble, comme le précisait Pierre Mendès France, qui a rattrapé vingt ans de retard ; enfin il restera et c'est le point capital, l'image d'une jeunesse mondiale réunie pour une compétition fraternelle. □

Hongrie

La réforme du mécanisme économique

Harris Puisais

Le 1^{er} janvier 1968 cette réforme s'est appliquée à 67 entreprises hongroises — officiellement — mais on en parle depuis bientôt deux ans et les premières mesures prises en préparation du « jour J » n'ont pas été particulièrement populaires.

Pourquoi ? Et est-ce particulier à la Hongrie ? On doit répondre en premier que le phénomène est général pour tout pays socialiste depuis 1945, membre à part entière du bloc de l'Est dans les années de guerre froide, et à la recherche depuis le XX^e Congrès d'une plus grande autonomie d'action.

Et il est instructif au plus haut point pour un socialiste français, de frotter sa science théorique à la pratique quotidienne de l'exercice d'un pouvoir socialiste.

Et ceux qui comme moi ont la chance de vivre un bon tiers de leur existence « à l'Est », ne peuvent hélas que bien souvent lever les épaules à l'énoncé dialectique de « vérités absolues » que la réalité ne cesse de dénoncer.

Phénomène général

A l'heure actuelle tous les pays de l'Europe Orientale appliquent une réforme économique différente dans ses moyens mais toujours basée sur la même constatation.

On découvre qu'un vieux principe, tabou jusqu'ici, est en réalité erroné et qu'il faut l'abolir au plus vite. C'est celui selon lequel « un des avantages de l'économie socialiste serait constitué par la possibilité de maintenir des entreprises et des productions non rentables ».

On considère comme absolument nécessaire d'harmoniser la notion de « plan » avec celle de « marché » ce qui entraîne obligatoirement :

— l'abandon de la norme quantitative basée sur le poids ou le volume (on se souvient de la critique de Khrouchtchev sur l'usine soviétique, diplômée pour sa fabrication de fauteuils : lourds, très lourds... et très nombreux, mais invendables. Le plan était dépassé. Mais les fauteuils restaient en stocks !) ;

— l'introduction de l'alignement des prix intérieurs sur les prix mondiaux, soit la reconnaissance du fait que dans le calcul économique, les notions d'amortissement, de prix de revient, de bénéfice, d'investissement, de concurrence... ne doivent pas être ignorées sous le seul prétexte qu'il s'agit là de méthodes de gestion capitaliste ;

— la fin du centralisme excessif qui partout chez nos amis de l'Est paralysait le développement des forces productives et donnait la priorité à la poussière des centrales bureaucratiques contre l'initiative et la volonté d'action des techniciens, ingénieurs et ouvriers.

Certes le plan demeure fixé par l'Etat, mais il devra être fixé après une réelle consultation de tous les intéressés.

Et les entreprises, responsables de leur gestion, seront libres dans le cadre de « fourchettes » indicatives, d'organiser leur production d'après les commandes effectives et non illusoires et en fonction de la réalité d'un marché aligné sur les cours mondiaux. Exporter reste une loi mais à condition que ce ne soit pas au-dessous du prix de revient réel. Alors l'entreprise sera aidée par l'Etat, jugée sur ses résultats, développée ou reconvertie ou fermée. L'entreprise déficitaire ne se justifiera plus au nom d'un marxisme qui ne se trompe jamais. Il faudra conclure autrement désormais.

Hongrie et Tchécoslovaquie : des remaniements politiques

J'ai déjà écrit ici que les raisons de l'éviction de Novotny en Tchécoslovaquie, tenaient en premier lieu dans sa volonté de paralyser la réforme entreprise voulue par les jeunes économistes.

En ce qui concerne la Hongrie, c'est le contraire qui s'est passé. La volonté de changement émane du Parti Communiste et c'est lui qui depuis 1966 contrôle et accélère le mouvement.

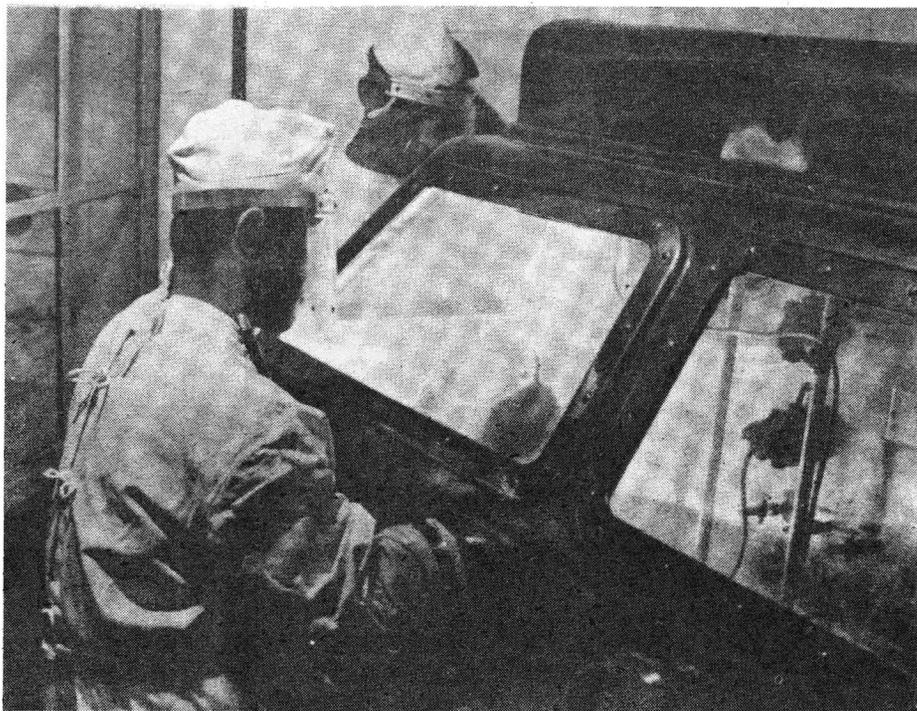
Les Novotny et Brejnev freinent, les Lenart et Kossyguine vont de l'avant. Mais il y a contradiction au sein des équipes dirigeantes de Moscou et de Prague.

En Hongrie, le Chef du Gouvernement (M. Kallai) était plutôt conservateur alors que le Parti animé par M. Nyers et Fock souhaitait une vaste campagne d'explication devant le peuple et ne voulait en rien retarder l'application de la réforme.

Il est vrai que la révision des prix et des salaires a créé depuis 1966 un réel mécontentement. Le coût de la vie a augmenté de 35 à 40 % et les salaires seulement de 25 %.

Le revenu national de 1965 a été inférieur de 25 % à celui de 1960 et ne cesse de se ralentir.

La Hongrie vit nettement au-dessus de ses moyens, alors qu'elle a le



Un laboratoire d'isotopes radio-actifs.

D.R.

coefficient démographique le plus bas du monde, que sa main-d'œuvre féminine est aussi nombreuse que sa main-d'œuvre masculine, et que l'exode des ruraux vers la ville ne cesse de s'accroître, créant une grave crise de logement en plus d'un réel déséquilibre économique.

Cela nécessitait un choix :

— ou se gargariser de formules et périr ;

— ou faire front et vivre.

Le 14 avril 1967, la crise politique eut lieu, passant inaperçue en France mais renversant en réalité les tendances.

Il y eut alors quelques surprises : le Président de la République, M. Dobi, parti (on s'aperçut alors que de 1952 à 1959 il avait été Président sans être membre du P.C.). Et la Hongrie fut à deux doigts de nommer à sa place, un ancien évêque de l'Eglise protestante, l'actuel ministre des Affaires étrangères, le très compétent M. Janos Peter. Ce fut l'Edgar Faure local qui le devint et le Pompidou en poste prit celui de Chaban Delmas. Valse de responsabilités. Certes, mais le Parti dirigeait alors le Gouvernement : réellement.

Tout ceci pour prouver que le schéma est moins simple que certains beaux esprits le croient... encore !

Et maintenant ?

La Hongrie qui ne dispose pas de matières premières, doit nécessairement orienter sa production vers le marché international et accorder la priorité au développement de son commerce extérieur.

On procède en ce moment à Budapest à la réorganisation des ministères.

On supprime les directions générales qui contrôlaient les directions d'industrie, elles-mêmes supervisent les entreprises, on réduit les effectifs des fonctionnaires de ministères (40 % en moins au commerce intérieur ; 20 % en moins aux transports...) et on « recycle ». Bien entendu, vous voyez d'ici la mine de ces mutés.

On peut traiter avec les directeurs d'entreprises sans l'écran du bureaucrate tout-puissant.

On crée trois catégories de travailleurs : les directeurs, les chefs de production, les employés et ouvriers, on les intéresse aux bénéfices, mais on prévoit en cas de déficit que les salaires des directeurs diminueront de 25 % et ceux des chefs de production de 15 %.

On supprime les investissements gratuits et on prévoit même qu'un jour les entreprises auront à payer le prix du terrain sur lequel elles sont installées.

On fera baisser les prix industriels d'environ 6 %. On donnera aux entreprises la somme restant (après l'impôt réglé) pour créer un fonds de réserve ou de développement.

On fera payer aux entreprises un impôt sur leurs bénéfices et parfois même un impôt sur la production, le but étant de stimuler les entreprises à réaliser moyennant le moins possible de dépenses, le plus possible de bénéfices.

Actuellement les calculateurs électroniques hongrois fixent les prix de 1 million et demi de produits.

A l'heure de l'ordinateur, n'est-il pas en effet nécessaire de penser dans l'action.

Raisonner sur l'Aventin ne suffit plus. □

□ **Traité de non-prolifération**

Difficultés du désarmement

Jean Klein

Le dépôt par les Etats-Unis et l'Union Soviétique d'un projet « complet et entièrement révisé » de traité de non-prolifération des armes nucléaires a suscité un intérêt mêlé de surprise parmi les observateurs qui se trouvaient à Genève à l'occasion de la reprise des travaux de la conférence du désarmement. Certes, les deux protagonistes avaient souvent manifesté leur impatience de parvenir à un accord dans ce domaine et on savait que des négociations bilatérales se poursuivaient depuis quelques mois en vue de surmonter les dernières divergences. Toutefois, les exigences formulées par la République Fédérale Allemande dans un aide-mémoire transmis à Washington en décembre 1967 et le souci des Américains de ménager l'allié allemand risquaient de tout remettre en question. Il faut donc se réjouir qu'en dépit des obstacles accumulés sur leur route, les deux principaux intéressés aient abouti à la rédaction d'un texte commun.

Les aspects positifs

Bien sûr, l'entente entre les deux Grands n'est pas exempte d'ambiguïtés et les dispositions de l'article 3 sont susceptibles d'interprétations diverses. D'ailleurs elles ne comportent d'autre engagement de la part des signataires que de négocier et de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) des accords relatifs au contrôle dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité. Sans verser dans l'outrance de la *Kölnische Zeitung* qui qualifie le projet d'absurde, il faut souligner les faiblesses d'un traité dont les modalités d'exécution sont sujettes aux aléas d'une négociation qui risque de déboucher sur une formule de contrôle inacceptable. Ces réserves faites, il importe de dégager les aspects positifs de l'initiative soviéto-américaine, qui fait droit à la plupart des revendications présentées par les petites et moyennes puissances et constitue une étape importante sur la voie d'une limitation des centres de décision nucléaire.

La préoccupation de ne pas voir se multiplier le nombre des puissances nucléaires — ou en termes plus imagés de « doigts sur la détente atomique » — qui inspirait déjà la pratique des Etats pourvus s'est exprimée pour la première fois à l'O.N.U. dans la résolution de l'Assemblée générale du 20 novembre 1959 mais n'a rallié l'unanimité de la communauté des nations qu'en décembre

1961 avec l'adoption de la résolution irlandaise. Le comité des dix-huit a inscrit la question à son ordre du jour en 1964 et depuis lors elle constitue avec l'interdiction des essais le thème principal de toutes les conférences du désarmement. Au fil des négociations, il est apparu que les positions des deux Grands n'ont cessé de converger alors que les huit pays non engagés, prenant conscience du rôle d'arbitre qui leur était dévolu, en tiraient argument pour imposer aux puissances nucléaires des obligations spécifiques en contrepartie de celles qu'on leur demandait d'assumer. Ainsi, tandis que les Etats-Unis sacrifiaient le projet de force multilatérale atlantique où l'Union Soviétique voyait un moyen indirect pour l'Allemagne de l'Ouest d'accéder à l'arme atomique et que Moscou acceptait le contrôle des installations atomiques pacifiques réclamé par Washington, le bloc neutraliste manifestait clairement qu'il ne souscrirait pas au traité de non-prolifération si les Grands ne s'engageaient pas eux-mêmes dans la voie du désarmement et ne garantiraient pas la sécurité des Etats dépourvus contre toute forme de pression. D'autre part, il jugeait inadmissible qu'un tel traité eût pour effet de priver les petites et moyennes puissances des bénéfices de l'utilisation pacifique de l'atome par des limitations techniques ou pût entraver leur progrès scientifique et social par le biais de contrôles discriminatoires. C'est à ces requêtes que s'efforce de répondre le projet de traité du 18 janvier.

Pour une industrie atomique pacifique

En ce qui concerne l'industrie atomique, les articles 4 et 5 donnent des garanties solides aux Etats signataires. Ceux-ci se voient reconnaître le droit d'exercer sans entraves des activités de recherche, de production et d'usage et les Etats pourvus s'obligent à aider les nations non nucléaires à réaliser des programmes d'application pacifique de l'atome. Un système d'échanges d'informations scientifiques contribuera à la diffusion du savoir et des techniques. Enfin, tout avantage résultant des explosions nucléaires pacifiques sera mis à la disposition des pays dépourvus selon une procédure appropriée et des explosifs leur seront livrés au prix le plus bas. Ces dispositions, conçues pour éviter toute discrimina-

tion d'ordre économique entre les Etats dotés d'un armement nucléaire et ceux qui y renonceraient devraient être assorties d'une obligation de désarmer pour amoindrir le statut privilégié que confirment les armes nucléaires dans les affaires internationales. Or, à cet égard l'article 6 ne donne pas satisfaction puisque les parties au traité s'engagent seulement à « poursuivre des négociations de bonne foi en vue de la conclusion de mesures effectives ayant trait à la cessation de la course aux armements et d'un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace ». Cette déclaration d'intentions ne contraint nullement les Grands à prendre sur le champ les mesures effectives — reconversion des stocks de bombes, arrêt des essais et destruction des véhicules — exigées naguère par les pays du tiers monde en échange des sacrifices qu'on leur demandait de consentir à la cause de la paix. D'autre part, le projet de traité ne comporte pas de dispositions relatives à la sécurité des Etats soumis à des pressions nucléaires, mais on ne voit pas comment un système collectif efficace pourrait être mis en œuvre dans le contexte stratégique actuel. Cette lacune sera néanmoins ressentie vivement par les pays qui sont déjà sous le coup d'une menace de cet ordre et il est probable que l'Inde ne signerait le traité dans sa forme actuelle qu'avec des réserves, compte tenu de la politique militaire chinoise.

Le contrôle

La principale difficulté a trait au contrôle de la non-prolifération et on sait que les deux Grands l'avaient éludée en août dernier en laissant en blanc l'article 3 de leur premier projet commun. Il ne semble pas que dans la rédaction qui lui a été donnée toutes les équivoques aient été levées, ni que le conflit entre l'Agence internationale et l'EURATOM ait été tranché. C'est d'ailleurs à ce prix que l'entente a pu se réaliser, mais il convient alors de s'interroger sur sa signification et sa portée. A s'en tenir à l'interprétation donnée par le chef de la délégation américaine à la conférence du désarmement, M. Adrian Fisher, les accords à conclure entre les pays signataires et l'Agence de Vienne auront seulement pour objet de garantir l'utilisation pacifique de l'énergie atomique de sorte que rien ne s'oppose au maintien des procédures de vérification existantes si elles ont fait leurs preuves. Ainsi l'EURATOM continuerait à exercer ses prérogatives sous l'autorité de l'A.I.E.A. qui n'interviendrait directement qu'en cas de défaillance ou de carence du mécanisme institué. On peut invoquer à l'appui de cette thèse les dispositions du traité prévoyant que le contrôle ne portera que sur le flux des matières fissiles, à l'exclusion des installations nucléaires et l'absence de toute référence à la clause dite de

la guillotine, qui organisait la substitution de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'EURATOM, à l'expiration d'un délai de deux ans. Toutefois, il ne s'agit là que d'indices et la question du contrôle reste ouverte, puisque aux termes de l'article 3. 4° des négociations seront entamées avec l'Agence internationale dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du traité et qu'elles devront avoir abouti dix-huit mois plus tard. Qu'advient-il de la non-prolifération si pendant cette phase, l'Union Soviétique refusait de souscrire à la compétence de l'EURATOM et provoquait ainsi la rupture des pourparlers ? Amputé d'une partie essentielle de son dispositif, le traité resterait lettre morte à moins que les Grands n'usent de la faculté prévue par l'article 3 2° pour amener à résipiscence les Etats récalcitrants. Pour continuer à bénéficier des livraisons de combustibles nécessaires au fonctionnement de leur industrie atomique, la plupart des pays se plieraient sans doute aux formes de contrôle exigées des fournisseurs dont le premier souci est que les matières fissiles livrées ne servent pas à la fabrication de bombes.

Absence de la France

Les remarques qui précèdent interdisent d'afficher un optimisme excessif mais elles permettent de ne pas sous-estimer l'importance de l'accord intervenu. Jusqu'à présent les rares commentaires officiels sont favorables et M. Gunther Diehl, le porte-parole du gouvernement de la République Fédérale Allemande a été contraint de reconnaître les progrès réalisés par rapport aux textes antérieurs, tout en formulant des réserves sur la durée du traité et la procédure des amendements. Certes, des questions importantes restent en suspens et des considérations de politique interne n'ont pas été étrangères à la hâte avec laquelle le projet de traité a été rendu public. Il n'en reste pas moins qu'il constitue une bonne base de discussion et que le comité des dix-huit qui en est saisi sera certainement en mesure de transmettre à l'Assemblée générale, le 15 mars prochain, un rapport positif sur la question. Il n'est pas exclu que la signature d'un traité de non-prolifération ait lieu cette année et que la ratification de cet instrument diplomatique ait dans le monde un retentissement au moins égal à celui du traité de Moscou de 1963.

On doit déplorer que la France, qui n'a rien trouvé à redire au dernier projet de traité, persiste à laisser vide la place qui lui est offerte au comité des dix-huit sur le désarmement. Outre la contribution qu'elle apporterait à l'organisation de la paix, elle serait mieux à même de conjurer les menaces qu'un traité de non-prolifération auquel elle ne sera pas partie, risque de faire peser sur son industrie atomique et sur l'avenir de sa politique énergétique. □

□ Un nouveau comité pour la victoire du peuple vietnamien

A l'occasion de son dernier Comité le Parti Communiste a annoncé la création d'un « Comité National d'Action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien ». L'initiative est d'importance et mérite qu'on s'y attarde.

La première remarque concerne les bases politiques de ce Comité. Certes depuis longtemps déjà, le Parti Communiste affirmait, dans ses textes internes, son soutien aux positions en 4 et 5 points du FNL, et de la RDV ; il précisait cependant que c'était là les positions du parti, c'est-à-dire d'une avant-garde ; l'action de masse elle, ne pouvait se développer que sur des mots d'ordre du type « Paix au Vietnam », capables de rallier de plus larges concours. On comprendra donc la surprise de militants, longtemps traités de gauchistes ou d'aventuriers et qui voient aujourd'hui repris par la direction communiste les thèses mêmes qui leur valaient ces accusations. Ils auraient tort cependant de se formaliser de ce changement d'orientation ; il s'agit d'abord d'un hommage aux organisations qui, comme le P.S.U. ou le C.V.N., ont depuis de longs mois mis ces mots d'ordre en avant ; il s'agit surtout d'une importante victoire pour les Vietnamiens eux-mêmes qui voient ainsi se renforcer le soutien dont ils bénéficiaient.

La deuxième remarque concerne les modalités d'organisation choisies par le Parti Communiste. En même temps que la création du Comité, on apprenait la composition de sa direction, présidée par le Secrétaire Général du P.C.F. et uniquement composée de membres du Comité Central. On pouvait bien annoncer ensuite qu'il y aurait des comités de base démocratiquement gérés et entretenir une habile équivoque dans le nom du comité, pour faire croire qu'il pourrait rassembler tous ceux qui en acceptaient les thèmes. Le Parti Communiste a décidé de créer ses propres

comités ; il en a bien entendu le droit ; il est non moins évident qu'il ne pourra réunir, dans de telles structures, que ses propres militants et ses sympathisants.

L'essentiel n'est pas là. Il existe donc désormais plusieurs organisations qui se donnent pour but la lutte contre l'agression américaine au Vietnam. Il y a le Comité Vietnam National, le plus ancien, qui depuis sa création n'a cessé d'affirmer sa volonté de voir agir ensemble tous ceux qui veulent lutter aux côtés du peuple vietnamien. Il y a le Mouvement de la Paix, souvent à l'origine d'importantes initiatives, animateur depuis quelques mois de comités spécialisés sur le Vietnam et placé par la dernière décision du P.C.F. dans une situation qui suscite en son sein des re-

Il y a maintenant le Comité d'Action communiste. Enfin, de très nombreuses forces, politiques, syndicales ou inorganisées n'ont pas encore donné leur pleine mesure dans la lutte contre l'agression : il n'est que juste par exemple de saluer la motion adoptée dimanche par le Comité Central de la Convention et qui tranche heureusement sur les habituelles prises de position de la F.G.D.S. en ce domaine. Entre ces diverses organisations, la clarification des positions, doit désormais permettre des initiatives communes sur des mots d'ordre clairs, seules capables de déboucher sur de larges actions de masse. Il y a désormais urgence à coordonner de façon permanente, sous des formes à préciser, l'action de tous ceux qui entendent mener le même combat. Au stade actuel, marqué par la levée de tout un peuple contre l'agresseur, personne ne comprendrait qu'un patriotisme d'organisation ou une volonté de monopole, mette obstacle au soutien que le peuple vietnamien est en droit d'attendre de la part de ceux qui sont à ses côtés. □

□ Première conférence des secrétaires fédéraux

C'est l'agréable salle de la Bourse du Travail de Levallois qui, les 3 et 4 février, a servi de cadre à cette expérience, la première du genre tenue au P.S.U., et qui dans l'ensemble a laissé chacun satisfait.

Le samedi fut consacré aux problèmes de l'organisation du Parti. Marc Heurgon, après avoir excusé Michel Rocard, encore convalescent, présenta le rapport introductif. Le bilan de la campagne d'implantation — augmentation de 16 % des effectifs en 1967 par rapport à 1966 — ouvre des perspectives encourageantes. Il reste cependant évident qu'il ne peut s'agir que d'une première étape dont la campagne de reprise des cartes doit prendre immédiatement le relais. Bien des problèmes restent encore à régler, tant en ce qui concerne les formes d'une implantation plus efficace que l'accueil des nouveaux adhérents, leur mise au travail, la formation des cadres. Il faut particulièrement multiplier et faire connaître les expériences qui permettent d'accroître l'audience du Parti et d'ouvrir plus largement ses structures à tous ceux qui entendent travailler avec nous sans toujours être prêts à s'engager dès maintenant. Daniel Frachon en ce qui concerne la Trésorerie, Christian Guerche pour « Tribune Socialiste », Robert Chapuis pour la Commission Enseignement-Jeunesse-Culture, complétèrent ce tableau général. Nombreuses furent alors les questions sur les points les plus divers. On lira dans le prochain « Courrier du P.S.U. » le compte rendu de ces débats.

Le dimanche fut consacré à la préparation du Conseil National des 30 et 31 mars qui portera sur l'intervention du P.S.U. dans les luttes économiques et sociales. Le pro-

chain numéro de « Tribune Socialiste » reviendra plus longuement sur le travail proposé aux Fédérations de ce domaine. Jacques Malterre, Manuel Bridier, Abraham Behar, puis Victor Fremeaux en ce qui concerne le Service Jeunesse, ont déjà apporté sur ce point d'importantes précisions tant sur l'orientation générale que sur la méthode de travail.

En dehors des séances de travail, cette rencontre a permis à ceux qui ont la charge d'animer le P.S.U. tant au plan national qu'au plan départemental, de se mieux connaître. Il existe certainement des améliorations à apporter à une méthode encore peu rodée ; il est certain cependant que l'expérience est positive et sera renouvelée. □

□ Formation

(Région Parisienne)
— à partir du 13 février, tous les mardis à 20 h 30 précises, 81, rue Mademoiselle.
— **Mardi 13 février**
Présentation générale du stage, Marc Heurgon.
Le capitalisme dans le monde, Formes politiques, économiques et militaires. Manuel Bridier.
— **Mardi 20 février**
Le capitalisme d'organisation en France ; ses liaisons avec le capitalisme européen ; l'évolution du Marché Commun. Jacques Malterre.
— renseignements et inscriptions : Secrétariat des E.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris XV.

□ Dans les fédérations

Basses-Pyrénées : Les 27 et 28 janvier, le voyage de Robert Chapuis a permis d'organiser de nombreuses rencontres entre militants et sympathisants du parti. A Bayonne, qu'avaient rejoint nos camarades de Biarritz, à Saint-Jean-de-Luz, à Orthez, à Monein-Mourenx les réunions permirent de situer la place du P.S.U. dans la gauche et d'envisager le rôle et l'action du parti dans les temps à venir, en particulier dans les domaines de l'emploi et de l'enseignement. La fédération P.S.U. a enregistré depuis quelques mois un regain d'adhésion. C'est le cas dans le pays lorsque la situation politique (confusions électorales F.G.D.S. - Centre Démocrate) a suscité un grand intérêt pour l'action du P.S.U. Sur les problèmes de l'enseignement ainsi que sur les problèmes locaux, des équipes sont mises en place. Le colloque de Mourenx a montré la possibilité et l'utilité de lier les problèmes locaux aux problèmes politiques d'ensemble ; de nouvelles initiatives devront être reprises par le P.S.U. dans cette perspective.

□ Calendrier

Vendredi 9 février :

- **Paris II^e section** (21 h, 23, rue Basfroy) réunion d'information avec Manuel Bridier et Robert Chapuis.
- **Epinay-sur-Seine** (20 h 45 - Parc des Sports) - réunion d'information avec Edouard Depreux et Marc Heurgon.
- **Saint-Florent-sur-Cher** (17 h 45) et **Vierzon** (20 h 30) - réunions d'information avec Jacques Malterre.
- **Caen** - section E.S.U. - réunion de reprise des cartes avec Michel Fontes.

Samedi 10 février

- **Vannes** (20 h 30 - Bourse du Travail) - Congrès de la Fédération du Morbihan avec Marc Heurgon.

Dimanche 11 février

- **Montpellier** - stage sur les problèmes de la lutte anti-impérialiste avec Manuel Bridier.
- **Auray** - (10 h, salle Le Marchand - avenue de la Gare) - réunion d'information avec Marc Heurgon et Eugène Queverdo, Secrétaire Fédéral.

□ Encore quelques jours pour le bateau

La collecte du Bateau va se terminer dans quelques jours et l'on peut déjà dire qu'il s'agit d'un important succès sur le plan de l'aide matérielle au peuple vietnamien.

Les versements effectués au C.C.P. du Docteur Behar ont atteint dès maintenant les 10 millions d'anciens francs. De nombreuses sommes ou paquets de médicaments ont été en outre réunis par les militants P.S.U., au cours de campagnes unitaires dont le produit a été versé à d'autres comptes.

Parmi les dernières informations reçues, il faut signaler :

plus de 4.000 francs résultés par la Fédération du Rhône, notamment au cours de la journée du 28 janvier ; 2.000 francs pour la Fédération de l'Yonne ; 4.000 francs pour l'Ille-et-Vilaine ; 1.500 francs pour les Hautes-Pyrénées ; 1.200 francs à Lorient ; 1.120 francs à Albert (Somme) ; 500 francs à Vendôme ; 300 francs à Blois.

5.000 francs de médicaments récoltés à Saint-Dié.

Il reste encore quelques jours. L'effort des militants ne doit pas se ralentir.

Adresser les fonds au C.C.P. Paris 14.853.51 Dr Behar.

" L'enseignement français en question "

Week-end d'Etudes - **DIJON** - Centre de Rencontres Internationales - 1, boulevard Champollion.

avec la participation de Robert Chapuis et Abraham Behar.

Samedi 10 février - Histoire de l'Université Française. Les mécanismes de ségrégation sociale. Les rapports universitaires avec les forces syndicales et politiques.

Dimanche 11 février - Travail par commissions : le secteur technologique, le secteur médico-social, le secteur recherche, le secteur sciences humaines et économiques, les études littéraires.

Rapport de synthèse - discussion et conclusions.

OO

Retour de Cuba

Réunion publique organisée par la Fédération de Paris du P.S.U. et les Etudiants Socialistes Unifiés

Pierre NAVILLE

parlera de sa participation au Congrès Culturel de La Havane et de la situation du Communisme Cubain.

Lundi 12 février à 20 h 45
Salle de l'Encouragement, 44, rue de Rennes, métro Saint-Germain-des-Prés.

OO

Six heures pour le Vietnam

Vendredi 16 février - Grenoble - Théâtre Municipal :

— à deux jours de la clôture des Jeux Olympiques.

sous l'égide du Comité Vietnam de Grenoble, de l'UD CFDT, du GAM (Groupe d'Action Municipal), du P.S.U., de la LICA, de PEUPLE et CULTURE, de TMOIGNAGE CHRETIEN, des JSU et ESU, du SNCS (Syndicat des Chercheurs Scientifiques), sous la présidence de Daniel Hollard, Conseiller Municipal de Grenoble.

" Comment la guerre peut-elle finir ? "

débat animé par : Claude Roy du Nouvel Observateur ;

Michel Perraud, Président de l'UNEF ;

les professeurs Cini de l'Université de Rome et Quermonne de l'Université de Grenoble.

— un montage poétique préparé par Gabriel Cousin,

— projection de « Vietnam Sud avec le FNL de R. PIC », et « Hanoi, mardi 13 », de S. Alvares (Cuba).

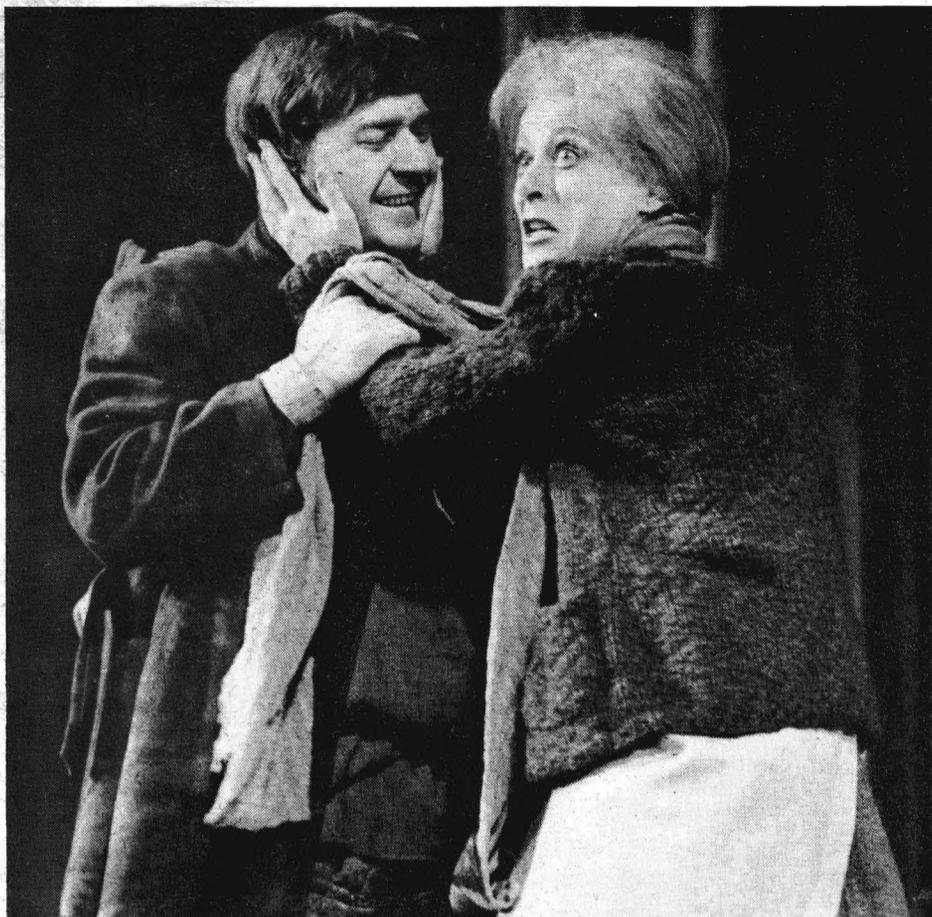
OO

" Colloque la gauche et l'Europe "

24 et 25 février 1968

Mairie de Cachan organisé par la Rencontre Socialiste de Grenoble et par la Gauche Européenne.

Droit d'inscription (30 francs) comprenant l'envoi des rapports préparatoires. S'adresser à Mme Martine Michel-land-Bidegain, 35, rue de l'Université, Paris VII^e. C.C.P. Paris 24.648.88.



Pierre Santini et Eléonore Hirt au T.N.P.

Pic

Théâtre

L'académie du TNP

Claude Glayman

Le système T.N.P. est devenu insupportable non seulement parce qu'il a tourné à la mécanique mais aussi parce que sa litanie est dépouillée de vie, pauvre de tout dynamisme. Toutes les œuvres qui passent par le T.N.P., et quel qu'en soit le metteur en scène, portent cette marque de l'impuissance et de l'académisme.

Prenez la « Mère » de M. Gorki, revue et adaptée par Brecht, je ne suis pas sûr que la pièce soit sans faiblesses, mais ce qui est sûr c'est que son traitement par Jacques Rosner et l'ensemble du T.N.P. l'a assassinée. L'utilisation du vaste plateau de Chaillot est toujours identique à elle-même, aucun redécoupage de l'espace scénique n'est recherché, on court, tente les grands ensembles, et pourtant les tableaux dits révolutionnaires sont mous, figés, manquent de la plus élémentaire conviction. N'évoquons pas les chœurs qui ont toujours le chic d'avaloir la moitié du sens des paroles alors qu'ils devraient être conçus comme un commentaire intelligible de la pièce. Que ce soit dans l'essai de faire vivre réalistement les personnages, que ce soit dans les scènes délicates bâties autour d'un didactisme volontaire et souligné, c'est le même échec, et en-

core le terme d'échec est-il trop fort car il laisserait supposer qu'il y a eu tentative, ce qui à vrai dire n'est même pas le cas.

Reste Eléonore Hirt dans le rôle de Pélagie Vlassova, comme tout le monde je considère que ce choix est une erreur, mais Eléonore Hirt a suffisamment de présence pour peser dans ce néant où ne surnage qu'Alain Mottet (l'instituteur) tout à fait à l'aise dans son numéro, mais un numéro dont on se demande ce qu'il a de commun avec la guimauve des autres personnages (pauvre Pierre Santini qui a confondu le théâtre avec le patronage, ce qu'il croit être désinvolture n'est qu'inexistence !).

Une scène pourtant fait mouche, percute, celle de Pélagie haranguant et démystifiant les femmes venant patriotiquement offrir leurs chaudrons aux militaires.

La dialectique brechtienne fuse, éclate, fait merveille, même la faiblesse du jeu est emportée. Mais c'est l'exception...

Après les « Visions de Simone Machard », c'est le second massacre de Brecht pour la saison. Derrière cette succession de faux pas, une

avant-garde qui se décompose en académisme, un grand auteur dont on ne présente plus toujours les meilleures œuvres, mais l'absolue nécessité de reconsidérer la tranquille tradition avec laquelle on l'interprète. Les habitudes tournent vite à la sclérose, le

T.N.P. ne nous en fournit-il pas la preuve depuis déjà quelques années ! □

« La Mère », de Bertolt Brecht, d'après Maxime Gorki. Mise en scène de Jacques Rosner. T.N.P. Tél. : 553-27-79.

Livres

Utile mais insuffisant

Victor Frémaux

Oser parler des problèmes de la jeunesse en 176 pages d'une collection de poche est une tentative suffisamment périlleuse pour qu'on s'y arrête. Au total elle est suffisamment intéressante pour que ceux qui recherchent un éclairage rapide sur la situation de la jeunesse y trouvent matière à réflexion : aspects psycho-sociologiques, conditionnement scolaire, aliénation professionnelle, attitude vis-à-vis des loisirs et problèmes politiques évoquent les principaux problèmes de la jeunesse. E. Copfermann a réussi à leur donner une dimension assez large sans oublier de broser le tableau de l'évolution passée (*).

Les jeunes et une partie de ceux qui sont en contact permanent avec eux resteront malheureusement sur leur faim. Après une analyse prometteuse des problèmes psycho-sociologiques et scolaires qui démonte parfaitement les mécanismes de conditionnement des jeunes dans la société, le propos s'essouffle quand il aborde la question de la profession. Ici Copfermann tombe dans le panneau comme tous les adultes, de la gauche à la droite : on ne peut régler en 17 pages les problèmes professionnels du jeune et en consacrer 48 aux loisirs. C'est entretenir le mythe chaque jour plus répandu par la société capitaliste que les questions jeunesse seront résolues en « s'occupant de leurs loisirs », ce qui permet de détourner l'attention de la condition du jeune comme travailleur exploité. Survaloriser le rôle de consommateur du jeune par les loisirs c'est tenter de lui faire oublier sa condition de producteur et diminuer ses chances de prise de conscience de son aliénation dans le système capitaliste. Démarche explicable lorsqu'elle est le fait de ceux qui sont intégrés au système ; elle est inexcusable de la part d'un homme qui fait souvent référence à Marx.

Au moins aurait-on pu s'attendre à voir traiter correctement la question des loisirs. Le lecteur sera sans doute déçu, non pas tant en raison de silences caractérisés que des dévelop-

pements inégaux de problèmes intéressants : redonner une perspective historique est louable, mais leur faire trop de place est gâcher du papier quand à côté, des analyses très intéressantes tournent court. On ne reprochera pas à E. Copfermann d'avoir des sympathies pour les CEMEA mais enfin, l'encadrement des colonies de vacances, qui ne concerne que 10 % des jeunes employés et ouvriers, ne justifie pas à lui seul d'occuper deux fois la place des M.J.C., clubs de jeunes, foyers Léo Lagrange et Ligue de l'enseignement réunis.

Les questions relatives aux politiques de la jeunesse et aux jeunes politiques relèvent également d'un traité historique plus que d'un petit livre d'initiation aux problèmes de la jeunesse. Encore que la politique actuelle de la V^e, ou plutôt son absence, ne soit qu'à peine évoquée. On cherchera en vain quelque chose concernant les jeunes face à la politique et il faudra se contenter de l'histoire de la J.C. et la J.S. C'est maigre.

Sur la fin, Copfermann reprend un peu son souffle et souligne avec justesse « l'illusion pédagogique » qui se répand partout et tend à faire croire que tout sera résolu par la multiplication des « animateurs compétents ». Malheureusement, en ne concentrant pas plus son attention sur la situation du jeune comme producteur, l'auteur s'interdit toute perspective de solution répondant à son analyse (rôle des syndicats, etc.). Au fond, ce petit livre est très pessimiste et se contente de dire « faut que ça change, vive la révolution socialiste ». Le malheur est que les problèmes de la jeunesse posés dans les termes où ils le sont ici, risquent de garder la même acuité en régime socialiste. □

* Problèmes de la jeunesse. Emile Copfermann. Petite Collection Maspéro. Prix : 6,15 F.



Retour à l'art monumental.

Maison de la culture

L'expérience de Firminy

Monique Vérot

C'est en octobre 1966 que la Maison de la Culture de Firminy a ouvert ses portes.

Et depuis, il faut constater que, mis à part les impératifs financiers, une totale liberté d'action a toujours été laissée au directeur artistique et à l'équipe d'animation.

Mais les conditions antidémocratiques de la gestion, au départ, posent évidemment un problème important : n'est-ce pas une forme de collaboration de classe que de participer à l'action de Maisons créées par un Etat bourgeois et fonctionnant sur de telles bases ?

A-t-on le droit au contraire de laisser dans les mains des autres un instrument qui, s'il apporte, comme il le peut, la Culture à tous, peut être un élément positif de prise de conscience et de promotion des travailleurs ?

Ce dilemme existe, et s'est concrétisé à Firminy par des attitudes très précises de la part de militants ou d'organisations démocratiques. L'hostilité, très nette et très forte au départ, de ces groupements contre la Maison de la Culture n'a cessé de décroître depuis 18 mois que la Maison fonctionne, devant la volonté évidente d'objectivité, et le dyna-

misme d'une équipe d'animation qui a montré qu'elle voulait faire une politique de véritable culture populaire.

Un certain nombre de gens, qui avaient choisi au contraire dès le départ la seconde attitude, ont contribué sans doute à infléchir cette politique culturelle.

Une politique de culture populaire

S'il est vrai que cette équipe poursuit une véritable politique de culture populaire, cela doit se traduire dans des faits. Mais qu'est-ce d'abord que la Culture populaire ? C'est évidemment d'abord la Culture à la portée de tous. Si ce n'était qu'une question de tarifs, ce serait trop simple. Les Maisons de la Culture pratiquent en général des tarifs très bas — citons par exemple pour Firminy le prix de l'abonnement pour les sept spectacles de la saison : 18 F pour les moins de 20 ans, 25 F pour les adultes. Mais ce n'est pas suffisant pour que ceux qui n'avaient pas accès à la Culture se sentent chez eux, se sentent attirés ou même concernés, ce n'est pas suffisant pour que le travailleur ait l'envie, le cou-

rage, d'entrer simplement là. Cette attitude nouvelle dépend, d'une part des conditions mêmes dans lesquelles la société capitaliste place le travailleur, et d'autre part de ce qu'on lui propose. Seule la deuxième condition dépend de l'équipe d'animation de la Maison de la Culture. Parlons donc de celle-ci.

La Culture pour tous avons-nous dit. Mais quelle Culture ? S'il s'agit seulement de fournir aux gens à domicile les valeurs consacrées de la Culture, élaborées et reconnues par une société bourgeoise et pour une société bourgeoise, s'il s'agit seulement de redistribuer « en province » la Culture venue d'en haut, il est évident que le but n'aura pas été atteint. Et cela aura été une des grandes tentations des Maisons de la Culture, dans leur premier âge. Une véritable culture populaire suppose un double mouvement constant entre la « distribution » et la « création », c'est-à-dire qu'elle donne à chacun la possibilité d'apprendre à apprécier les hautes valeurs authentiques produites par l'intelligence humaine — et cela dépasse le domaine de l'art — et en même temps, la possibilité de créer à son tour sa propre Culture. C'est ce qu'a essayé de faire la Maison de la Culture de Firminy.

Des réalisations variées

Ainsi pendant la saison dernière, dans le domaine du théâtre, une création locale : « Les Oiseaux » d'Aristophane, côtoyait des pièces comme « 12 hommes en colère » ou « L'unique jour de l'année » ; et cette saison « Cripure » par le Théâtre du Cothurne côtoie la préparation d'une création locale : l'adaptation de « Germinal ». Dans le domaine musical on avait un récital de Samson François à côté d'une semaine d'initiation à la musique contemporaine dirigée par Willy Bakeroot ; une exposition de peinture contemporaine à côté d'exposition sur l'architecture de Le Corbusier ou sur l'art roman ; à côté du domaine artistique reconnu traditionnellement comme culturel, on organisait aussi une « Semaine Scientifique » que le public a consacrée en faisant salle comble pour écouter parler des mathématiques, de la biologie, du cosmos et de la physique nucléaire. Formule que nous avons reprise cette année sur d'autres sujets : le roman policier, le sport.

Une autre expérience en faveur d'une Culture vivante a donné de bons résultats cette année : une fois par semaine est organisé un rendez-vous avec quelqu'un qui vient parler de son métier où de l'activité à laquelle il se consacre. Et un dialogue très libre s'est instauré ainsi avec le public sur les problèmes les plus divers, grâce aux dialogues avec un metteur en scène, un critique d'art, un entraîneur de football, des poètes, un économiste (du C.R.E.S.A.L.), un médecin du MFPP, un radio-amateur, etc. Les domaines les plus tra-

ditionnels peuvent aussi servir une Culture vivante, c'est ainsi que nous croyons beaucoup par exemple à la bibliothèque qui vient d'ouvrir et qui est animée par des lectures vivantes faites à la Maison de la Culture ou « exportées » dans les quartiers ou les petites villes des environs.

D'autres équipements permettent à des adhérents d'approfondir ou d'acquérir des compétences dans un domaine précis ; par exemple une équipe travaille à la création et à l'animation de marionnettes dans les ateliers de la Maison de la Culture ; recherche d'adultes qui permet aussi de fournir des spectacles de qualité pour les enfants.

Ces exemples montrent la direction suivie qui tend à réaliser cet idéal d'une Culture populaire, vivante, vraie.

Les difficultés

Il va sans dire que ce qui a été fait, outre son imperfection, n'a pas été fait sans mal. Et les difficultés rencontrées sont multiples, essentiellement de trois ordres.

1° Difficultés d'ordre économique et social tenant à l'organisation même de la Société.

2° Difficultés d'ordre doctrinal, parce que le ministère des Affaires Culturelles n'a pas exactement le même genre de préoccupations que l'équipe de notre Maison de la Culture, du moins dans la hiérarchie des idées.

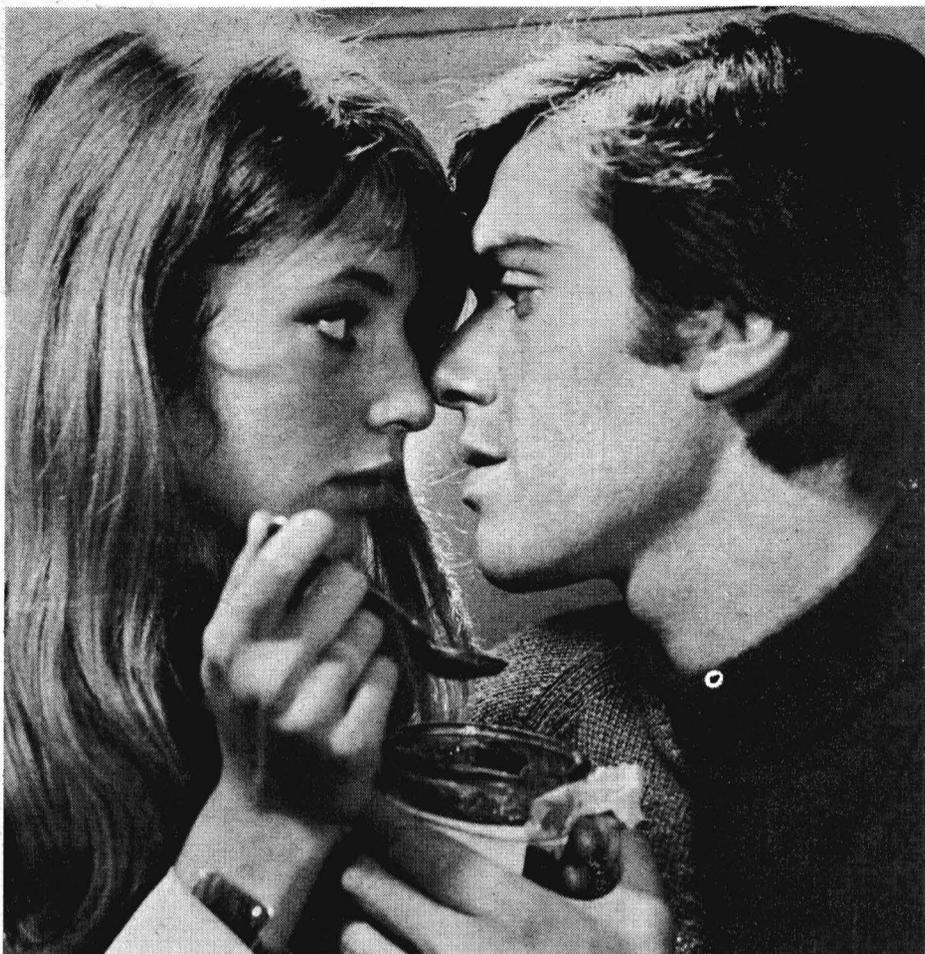
3° Difficultés d'ordre financier. Et elles sont dans l'immédiat les plus contraignantes. La municipalité d'une ville comme Firminy ne peut donner pour le fonctionnement de la Maison de la Culture plus de quelques millions (anciens). La règle des 50 % (le ministère ne subventionnant le fonctionnement des Maisons de la Culture qu'à part égale avec les collectivités locales) donne donc à la Maison de la Culture un budget de misère : une fois la Maison en état de marche et les salaires assurés, il ne reste pratiquement rien pour financer les activités d'animation, ce qui est pourtant l'essentiel. Si celle-ci s'est faite, c'est souvent grâce à des prouesses et beaucoup de dévouement ; mais là n'est pas la question ni la solution. La question est d'obtenir pour des régions que nous appellerons « pauvres » (économiquement ou culturellement) le droit d'avoir des Maisons de la Culture, et la possibilité pour celles-ci (par des moyens financiers décent) de remplir leur rôle. Est-ce là la politique suivie actuellement par le Ministère ? Il est permis d'en douter.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.



Loin des spéculations intellectuelles.

Cinéma

Tendre Zita

Jean Helms

Une brassée en dessous, Robert Enrico prend la suite de la vague « tendre » des Demy et des Lelouch.

En dehors des violences, des lieux communs ou des spéculations intellectuelles, il est des films qui coulent entre les doigts et vous donnent envie de vivre plutôt que d'enrager. « Tante Zita » est de ceux-là.

C'est une charmante découverte de l'amour qui se déroule pendant la nuit funèbre où l'héroïne perd la tante qu'elle adorait. Ce mélange de plaisir et de tragédie donne le ton du sujet traité, qui le différencie nettement des comédies américaines auxquelles on songe parfois comme la toile de Guernica qui décore l'appartement, la guerre d'Espagne, dont le souvenir va tuer Tante Zita (Katina Paxinová), sert de toile de fond. Mais en 1968 il y a une jeune fille, née d'un anarchiste mort au combat. Et Annie, la nièce de Zita, est jolie comme peut l'être Johanna Shimkus, elle n'a pas vingt ans et sent confusément le besoin d'être aimée.

Ce qui ne l'empêche pas de sympathiser la nuit avec un Espagnol embarqué par la police. Mais ni les flics, ni les blousons noirs qui manquent de la violer, n'arrivent à entamer ce contagieux désir de bonheur

et de pureté. Comme dans « Lola » toutes les rencontres sont aussi heureuses qu'inévitables, tous les hommes, à qui la jeune fille se confie, généreux.

L'attendrissement d'un Botticelli

Cet incorrigible optimisme trouve tout naturellement sa plus belle expression au moment de l'acte d'amour. Les pudeurs d'une vierge prête à se donner sont traitées avec l'attendrissement d'un Botticelli pour sa Vénus en train de naître. En se dénudant, Annie se livre à une sorte de ballet dont la finesse est réhaussée par le léger ralenti avec lequel Enrico l'a filmée.

Pour que le film fut sans reproches, il aurait fallu terminer sur ce triomphe photographique. Mais les dernières séquences traînent un peu, alourdis, il faut le dire, par un partenaire un peu niais (José Flotats).

Tout imparfait qu'il soit, « Tante Zita » est un film d'une jeunesse indiscutable. On comprend que les Rencontres de Monte-Carlo l'aient choisi avec « Week End » pour étudier notre civilisation à travers le cinéma. Comme toujours Godard a fait grincer des dents. Mais gageons que le public sera sensible au bonheur d'expression sans complaisances d'un Enrico. Même si la presse n'est pas de cet avis. □

Un rêve américain

Jean-Luc Pouillaude

Sur la route d'Arcadie, en Louisiane, un jour de mai 1934, s'arrête une Ford V8 ; en descendant sans méfiance, le conducteur et sa passagère, tous deux très jeunes. Tout à coup, des fourrés, six fusils et mitraillettes crachent le feu. Le corps de l'homme pivote, se cambre en une sorte de mouvement intemporel, s'écroule sur une petite butte et se retourne, figé dans l'immobilité de la mort. La femme a été touchée à l'arrière de la voiture et s'effondre sur le côté. Bonnie Parker et Clyde Barrow, tombant comme des pantins désarticulés, acteurs d'un tragique ballet imaginaire (on relèvera sur leurs corps l'impact de 94 balles), entrent dans la légende.

Arthur Penn, usant de quatre caméras à vitesse et objectif différents, opérant grâce à Dede Allen (la monteuse des films d'Elia Kazan) un montage d'une rare nervosité, vient de réaliser « la mort la plus violente du cinéma américain » (A.S. Labarthe). Alors que *Le Gaucher* (« The Left handed gun », 1957) érigeait l'archétype d'une révolte individuelle (Billy The Kid), que *Mickey One* (1964) exorcisait les phantasmes kafkaïens de la société puritaine et que *The Chase* (1965) cernait les motifs de la violence raciste, *Bonnie and Clyde*, à travers le récit des aventures mouvementées de deux gangsters de petite envergure, mené sur le mode de l'humour, apparaît comme un grand rêve nostalgique, retour à un univers mythique, celui du vieux Sud avec ses airs de banjo et ses bandits bien-aimés qui parcouraient — commis voyageurs du hold-up — les routes poudreuses des Etats américains au volant de leurs Fords légendaires, défiant des armées de shérifs et de cops impuissants et grotesques.

Une violence abstraite

Bonnie and Clyde décevra les amateurs de thriller traditionnel qui s'estimeront frustrés. Et pourtant, à aucun moment l'action ne s'infléchit vers des temps morts. Le recours à la violence obéit aux nécessités du drame, allant jusqu'à une surenchère telle que celle-ci devient dans son outrance quasiment abstraite. C'est dans la mesure où le sang est trop rouge, éclaboussant en larges taches impudentes les chemises blanches, où les coups de feu claquent trop fort, où les voitures pétaradent trop rageusement, que s'efface le côté « documentaire » (du type *Incorruptibles*, ou même à un niveau supérieur, *Scarface*) fondé sur un réalisme rassurant, pour qu'imperceptiblement le film s'incurve vers un irréalisme accentué par l'étrangeté d'une photo souvent bleutée. Non pas l'irréalisme du délire ou de la parodie, mais celui qui naît de l'inso-lence tranquille des poètes.

Le ressort premier du film, c'est en effet l'ironie qui intervient non pas sous forme d'un mélange des genres mais plutôt comme insertion du comique à l'intérieur même du tragique. La distanciation ironique

que Penn opère ainsi lui permet de dominer entièrement le déchaînement de la violence sans pour autant l'atténuer.

Une initiation

Sautant d'abri en abri, de voiture en voiture, courant d'un Etat à un autre, Bonnie et Clyde réalisent le rêve errant de l'Amérique. Bien qu'historiquement situé à l'époque de la dépression où les banques spolient les fermiers et où faire un hold-up, c'est en quelque sorte rétablir l'équilibre naturel, le film garde la fraîcheur de l'irréel et de l'intemporel où s'inscrit toute légende. Il prend même, à travers l'ambiguïté non dissimulée des rapports amoureux de Bonnie et de Clyde, le caractère d'une initiation dramatique à la vie (n'oublions pas qu'ils n'ont que 25 ans). Leur passion est faite de tendresse, d'effusions (Clyde courant après Bonnie dans le champ de maïs et la suppliant de ne pas le quitter) et surtout d'une grande timidité ; et c'est seulement à l'ultime instant, dans le dernier regard de Bonnie, dès qu'éclatent les rafales assourdissantes des armes, que se lit tout son amour pour Clyde.

Une nostalgie immense

Chris Marker projetait de réaliser un film qu'il aurait appelé *L'Amérique rêve*, montrant qu'au-delà des besoins immédiats, la pragmatique société de consommation sécrétait une nostalgie immense, inassouvie et toujours refoulée. Ce film, Arthur Penn vient de le réaliser ; à travers l'histoire de Clyde Barrow et de Bonnie Parker, c'est la nostalgie de ces temps lointains qui s'exprime où l'Amérique se forgeait sa légende et où l'aventure individuelle prenait des dimensions mythiques. L'importance de films comme *Eldorado* de Hawks ou *Bonnie and Clyde*, c'est qu'ils sont respectivement le dernier western et le dernier film de gangsters du cinéma américain. De par ce regard critique qui les anime, de telles œuvres sont les formes décadentes et raffinées d'un rêve impuissant. □

● *Bonnie and Clyde*, film américain d'Arthur Penn, avec Warren Beatty, Faye Dunaway, Michael J. Pollard.

Vietnam

La bataille de Saigon

Pierre Naville

Avez-vous remarqué que depuis une semaine la radio, la télévision, et une partie de la presse ont changé de ton au sujet de la guerre du Vietnam ? Ce ne sont plus des regrets parce que Johnson refuse d'arrêter les bombardements aériens et maritimes de Hanoi et de la République Démocratique du Vietnam. Ce ne sont plus des appels à la négociation, au compromis... C'est soudain une sourdine mise à la légitimité de la défense du peuple vietnamien contre l'agresseur américain, un certain étonnement, voire une certaine réprobation de l'action offensive du Vietcong et du F.N.L. à Saigon et trente autres villes du Vietnam...

Les raisons de cette modification d'attitude sont assez faciles à comprendre. Le discours de Pnom-Penh, l'orientation hostile aux U.S.A. du général de Gaulle, ne dépassent pas le désir d'amener le gouvernement américain à partager avec la France et l'Europe les responsabilités que s'attribuent les grandes puissances.

L'implantation de la base française d'expériences militaires atomiques dans le Pacifique Sud marque le début du « pacifisme » de la politique gaulliste. Aussi, lorsque le conflit prend des formes telles qu'il ne s'agit plus seulement de plaindre le peuple vietnamien menacé de génocide, ou de s'indigner des méthodes de guerre des Américains, mais qu'il faut prendre parti pour ou contre un peuple qui lutte les armes à la main pour sa liberté et pour une transformation sociale, le ton baisse... Les « conciliateurs » à tout prix étaient prêts à prendre la défense des victimes vietnamiennes. Mais lorsque l'évolution de la guerre met à l'ordre du jour le souvenir de Dien-Bien-Phu, ils pensent volontiers que la contre-offensive du F.N.L. pourrait avoir des conséquences dangereuses, non seulement au Vietnam, mais aussi ailleurs...

Une transformation politique

Il y a pourtant longtemps que la détermination des dirigeants de Hanoi et du F.N.L. a montré que

la guerre imposée par les Américains ne pouvait pas se solder par une « conciliation ». Même l'arrêt des bombardements du Vietnam du Nord, s'il devenait réel, ne pourrait être que le prélude à une *transformation politique* au Sud. Le but stratégique de la guerre, pour le peuple vietnamien en armes, c'est l'ébranlement et le renversement du gouvernement fantoche Thieu-Ky, c'est-à-dire du pivot des opérations militaires américaines. En effet, officiellement, les 500 000 soldats américains sont là parce que le gouvernement de Saigon les a sollicités. Les Américains et Thieu-Ky se soutiennent mutuellement : sans l'appel de Thieu-Ky, les Américains n'ont aucune justification à leur présence ; mais sans la présence militaire américaine, le pouvoir de Thieu-Ky n'existe pas. Le point faible de cette coalition d'intérêts, c'est le pouvoir de Thieu-Ky à Saigon et dans les villes où il se faisait encore sentir. C'est donc là, inévitablement, que dans une perspective de contre-offensive générale, le F.N.L. et ses appuis au Vietnam du Nord devaient faire porter leur effort.

La bataille de Saigon, de Hué, de Pleiku, de My-Tho, de Da-Nang, c'est un combat contre les positions américaines essentielles, mais ce combat vise plus loin, car derrière le protecteur, il atteint le protégé. La première victime de l'offensive du F.N.L. sur tout le territoire du Vietnam du Sud, c'est le pouvoir du gouvernement Thieu-Ky, qui n'est plus littéralement qu'un « réfugié » dans son propre pays.

Depuis que le F.N.L. a lancé son programme de lutte renoué, en décembre 1967, l'objectif qu'il s'assigne n'est plus « la paix » ou « la conciliation » — c'est la victoire, ce qui signifie la victoire politique, but final de la lutte. Et la victoire ne peut découler que de la mise en échec général de l'action militaire américaine, qui suffit à démasquer le gouvernement Thieu-Ky, désormais privé de toute base dans le pays.

Les sacrifices font partie de toutes les guerres, des guerres révolutionnaires comme des autres. Les populations civiles, dans cette guerre de défense, pour le socialisme, subissent de dures contraintes. Mais il est bien clair, en dépit des propagandes,



A la mesure de l'enjeu

A.F.P.

qu'une fois de plus, ce sont les avions et les hélicoptères américains qui écrasent de leurs bombes et de leur feu la population de Saigon, de Hué et d'ailleurs, après celle de Hanoi.

Nulle part on ne signale de résistance de la population aux forces du F.N.L. Tout au contraire, les « réfugiés » sont les familles mitraillées par les armes américaines, et partout on voit surgir les comités d'une grande alliance populaire qui vient seconder le F.N.L. contre le pouvoir de Thieu-Ky, ou ce qui en reste. Partout où n'interviennent pas les troupes américaines, les forces révolutionnaires du F.N.L. agissent au grand jour au sein de la population parce qu'elles apparaissent comme ce qu'elles sont : les forces de la population travailleuse elle-même, son véritable pouvoir.

L'appui des travailleurs

La bataille et le soulèvement général qui durent depuis plus d'une semaine ne sont pas terminés. Les forces américaines conservent les moyens de riposter et de détruire. Johnson et son état-major de « prospérité » ne peuvent désormais régner que sur des ruines ou des esclaves. Le pays qu'ils prétendent défendre, ils le saccagent et le détruisent en le disputant aux travailleurs et aux forces armées en lutte. Les sacrifices que consentent les combattants vietnamiens sont à la mesure de l'enjeu, qui est maintenant total. Ce qui se dispute là-bas, c'est le pouvoir, et c'est pour cela que les Vietnamiens ont besoin aujourd'hui comme hier de l'appui po-

litique des travailleurs du monde entier.

Des opportunistes de tout poil ne manquent pas pour parler de ceux qui sont révolutionnaires « par Vietnamiens interposés », comme ils disent. Laissons ces gens à leurs prétextes. L'important c'est que partout où nous sommes, les uns et les autres, dans le monde entier, nous fassions tout notre possible pour aider, soutenir les combattants vietnamiens, en dénonçant le crime américain à sa mesure.

En groupant des milliers de manifestants dans les rues de Paris la semaine dernière, le Comité Vietnam National a montré la voie à suivre. *La bataille de Saigon est une bataille politique internationale*, que chacun, à sa place, y prenne part. C'est le sens même de l'appel lancé le 11 janvier par le Parti Socialiste Unifié, et qu'il faut relancer aujourd'hui avec plus d'urgence et de vigueur encore. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)